

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DU

# DÉSISTEMENT & DE L'ACQUIESCEMENT

DANS LES

## AFFAIRES QUI INTÉRESSENT L'ORDRE PUBLIC

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le samedi 10 juin 1911, à 8 h. 1/2*

PAR

**J. M. FOISSET**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

---

*Président : M. A. TISSIER.*

*Suffragants :* } MM. BARTIN, }  
WAHL, } *professeurs*

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1911





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



**THÈSE**

**POUR LE DOCTORAT**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DU

# DÉSISTEMENT & DE L'ACQUIESCEMENT

DANS LES

## AFFAIRES QUI INTÉRESSENT L'ORDRE PUBLIC

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le samedi 10 juin 1911, à 8 h. 1/2*

PAR

**J. M. FOISSET**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

---

*Président : M. A. TISSIER.*

*Suffragants :* { MM. BARTIN, }  
WAHL, } *professeurs*

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1911





## BIBLIOGRAPHIE

- Alglave.** — *Revue pratique*, 1868.
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français, t. 1 et 5, édition 1872.
- Baudry-Lacantinerie.** — *Précis*, t. 1.
- Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade.** — Traité théorique et pratique de droit civil, *Des personnes*, t. 1.
- Bodart.** — De l'acquiescement en matière civile, thèse Paris, 1897.
- Carpentier.** — La loi du 18 avril 1886 et la jurisprudence en matière de divorce.
- Carré et Chauveau.** — Les lois de procédure civile, t. 3.
- Curet.** — Code du divorce.
- Demolombe.** — Traité du mariage, t. 2.
- Féraud-Giraud.** — Rapport dans le Sirey.
- Fuzier-Hermann.** — *Répertoire, Acquiescement*.
- Garsonnet.** — Traité théorique et pratique de procédure, t. VI.
- Glasson.** — Précis de procédure civile.
- Guillemot.** — Le désistement d'appel, thèse Paris, 1908.
- Huc.** — Commentaire théorique et pratique du Code civil, t. 1.
- Lacoste.** — Notes dans le Sirey.
- Laurent.** — Principes de droit civil, t. 3, 3<sup>e</sup> édition.
- Lyon-Caen.** — Notes dans le Sirey.
- Madier.** — Journal : *La Loi*, 4 avril 1886.
- Pilon.** — Note dans le Sirey.
- Planiol.** — Traité de droit civil, t. 1.
- Savigny.** — Traité de droit romain, t. 8.
- Tissier.** — Note dans le Sirey.
- Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1898.
- Vaillès-Sommières.** — Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois.
- Vraye et Godde.** — Le divorce et la séparation de corps.
-



# Du désistement et de l'acquiescement

DANS LES

## Affaires qui intéressent l'ordre public

---

### CHAPITRE PREMIER

#### DU DÉSISTEMENT ET DE L'ACQUIESCEMENT.

##### § 1. — Définition du désistement. — Sa nature.

Les conséquences du désistement sont plus ou moins importantes suivant qu'il porte sur l'action ou seulement sur l'instance.

Dans ce dernier cas, c'est « l'acte du demandeur qui ne renonce qu'à la poursuite de l'instance actuellement engagée et se réserve le droit d'en intenter une autre » (1). Généralement il intervient quand la procédure a été mal conduite : le demandeur a choisi un tribunal incompétent, ou bien il n'a pas fait une sommation indispensable avant d'assigner son adversaire : ce demandeur s'aperçoit de son

erreur, il sait qu'il sera débouté pour une question de forme et afin d'éviter des frais, il se désiste, quitte à reprendre ensuite son instance dans de meilleures conditions.

« Le désistement d'action est l'acte du demandeur qui renonce à son action et par conséquent à son droit, le droit et l'action ne faisant qu'un (1). »

Il entraîne des résultats définitifs. Quand il sera valablement donné, le demandeur ne pourra plus renouveler ses prétentions. C'est la crainte de perdre très probablement son procès, voire même d'encourir une condamnation à des dommages-intérêts pour avoir témérement assigné qui le conduira parfois à se désister.

Peut-être a-t-il transigé : le demandeur qui obtient satisfaction sur certains points aime mieux faire quelques sacrifices que de courir les risques d'un procès.

Le plaideur qui se désiste retire sa prétention : si cette prétention consiste à obtenir la réformation d'un jugement désavantageux, nous sommes en présence d'un désistement d'appel. Quand il intervient après l'expiration des délais impartis pour user des voies de recours, il porte sur l'action elle-même.

Le défendeur ne peut voir que d'un œil favorable, semble-t-il, le désistement qui écarte une demande formée contre lui.

(1) Garsonnet, *Traité de procédure*, 2<sup>e</sup> édit., t. VI, § 2493.

Mais si le désistement porte seulement sur l'instance et non sur le droit, le péril n'est pas complètement conjuré pour ce défendeur, car avant que l'action soit prescrite, la demande pourra se reproduire, et le délai de prescription est parfois fort long ; de même l'appelant qui s'est désisté peut recommencer son appel, tant que les délais impartis par la loi ne sont pas expirés.

Le défendeur peut avoir intérêt à ce que le litige soit immédiatement tranché, à ce que l'action de son adversaire ne demeure pas à l'état de perpétuelle menace.

Pour bien administrer un patrimoine, il faut être fixé sur la valeur des droits qu'il comprend.

A l'heure actuelle, le défendeur a peut-être entre les mains des preuves capables de réduire à néant les affirmations de son adversaire, et qui, au bout de quelques années seulement, lui feront complètement défaut.

Ce défendeur a également droit à ce que son adversaire ne puisse à son gré retirer sa demande quand celui-ci vient à éprouver des craintes sur l'opinion du tribunal. Il se peut qu'un jugement d'avant faire droit laisse prévoir la solution ; le défendeur qui est sur le point de triompher a intérêt alors à ce que le demandeur ne puisse librement amener les choses à leur état antérieur et faire

perdre à son adversaire tout le bénéfice de la procédure accomplie.

Aussi ne pouvait-on laisser se produire le désistement suivant le caprice du demandeur ; et l'on a exigé le consentement des deux parties.

Le demandeur a introduit une instance ; lorsque son adversaire a comparu en se présentant en personne ou par mandataire, devant les juridictions d'exception, par le moyen d'une constitution d'avoué suivie de conclusions devant les tribunaux civils, le débat est lié, les deux plaideurs se sont mis d'accord pour soumettre à la justice leur conflit.

Il est évident qu'une seule des parties est impuissante à rompre ce contrat, que pour le faire disparaître le concours des volontés qui ont servi à le former est indispensable : pour atteindre ce but, il faut conclure un nouveau contrat.

Toutefois le défendeur ne peut se servir du droit qui lui a été donné pour le protéger dans un pur esprit de chicane ; et s'il n'a aucun intérêt légitime à s'opposer au désistement, les juges peuvent suppléer à son acceptation. Les tribunaux ont décidé qu'il devait en être ainsi, par exemple, en cas de refus fondé sur ce que la partie qui se désistait ne se soumettait pas au paiement intégral des frais de l'instance et en exceptait les frais relatifs à un inci-

dent de sursis soulevé par l'autre partie au cours du procès (1).

§ 2. — L'acquiescement. — Sa nature.

On peut acquiescer à une demande ou à un jugement.

Acquiescer à la demande présentée par l'adversaire, c'est reconnaître qu'elle est bien fondée, indiscutable et que l'on se soumet.

L'acquiescement à un jugement est une reconnaissance plus tardive du droit de l'adversaire, émanant du vaincu, quel qu'il soit, demandeur ou défendeur ; après que la décision de justice lui a montré ses torts, l'auteur de l'acquiescement abdique, renonce aux voies de recours offertes par la loi et précipite l'avènement de l'irrévocabilité de la sentence.

Dans son *Traité de droit civil*, M. Planiol donne une définition qui ne vise que l'acquiescement au jugement.

M. Garsonnet, dans son ouvrage de procédure, présente une formule qui, réunissant les deux cas, est simple et complète :

« L'acquiescement est l'adhésion que donne une partie à un acte fait, à une demande formée ou à un jugement rendu contre elle (2). »

(1) Cass., 6 novembre 1900, S. 01.1.235 ; de même, Cass., 24 décembre 1906, S. 07.1.399.

(2) Garsonnet, *Traité de procédure*, 2<sup>e</sup> édit., t. IV, p. 771.

A la différence du désistement, l'acquiescement ne nécessite pas pour se produire la manifestation expresse de la volonté de toutes les parties.

Généralement tout sera complet quand la personne assignée, quand le plaideur malheureux auront déclaré qu'ils acquiescent ; et l'on n'exigera pas l'acceptation de l'adversaire.

Cependant il y a bien toujours concours de volontés. Mais le plaideur qui acquiesce ne fait que joindre sa volonté à une autre précédemment exprimée ; celui qui se désiste, au contraire, est le premier à faire une proposition ; c'est pour cela qu'une acceptation est nécessaire.

La nature contractuelle de l'acquiescement est généralement admise.

C'est M. Guillemot qui déclare : « Celui qui acquiesce apporte l'élément qui manquait pour la formation du contrat ; dès qu'il a manifesté sa volonté, il se trouve lié irrévocablement, parce que la convention est conclue définitivement (1). »

C'est M. Bodart qui, dans un chapitre intitulé : Conditions générales du contrat d'acquiescement, écrit : « L'acquiescement est un acte de la volonté ; c'est un contrat : le consentement en est la base essentielle (2). »

(1) Guillemot, *Le désistement d'appel*, thèse Paris, 1908.

(2) Bodart, *De l'acquiescement en matière civile*, thèse Paris, 1897.

Mais, en revanche, plusieurs auteurs dénieient à l'acquiescement ce caractère.

M. Glasson prétend qu'il est tantôt un acte unilatéral, tantôt un contrat.

Nous estimons, au contraire, que l'acquiescement est toujours un contrat.

Nous verrons que dans tous les cas les volontés se rencontrent et puisqu'un effet se produit, ce doit bien être par leur concours.

En effet, lorsque l'acquiescement à la demande a lieu, cette demande est une offre, et le contrat est formé lorsque la volonté du prétendu obligé est venue s'y joindre.

De même, si le jugement accepte toutes les prétentions de l'un des plaideurs, la demande ou les conclusions équivalent à une offre, à laquelle celui qui acquiesce ne fait qu'adhérer ; il est donc inutile de demander son adhésion à celui qui propose.

Quand le tribunal ne donne pas complète satisfaction à l'une des parties, l'acte qui, de façon anticipée, attribue au jugement l'irrévocabilité est encore un contrat.

En effet, ce cas est identique au précédent ; il suffit de le décomposer.

Le jugement a donné raison partiellement au demandeur, partiellement au défendeur.

Il est certain que le demandeur ne songera pas à faire appel sur les points où il a obtenu satisfaction ;

quant aux autres, ils sont conformes aux conclusions du défendeur : si le demandeur acquiesce, il s'interdit de faire appel, et joint sa volonté à celle exprimée par le défendeur en ses conclusions. Voilà le contrat. En ne regardant l'opération que d'un côté, on revient au cas simple du jugement qui donne entièrement raison à l'un des plaideurs.

Et le raisonnement fait pour le demandeur pourrait être renouvelé en ce qui concerne son adversaire.

L'acquiescement est bien de nature contractuelle, puisqu'il n'a d'effet que lorsque nous constatons la rencontre des volontés.

D'ailleurs nous ne voyons pas quelle nature peuvent lui attribuer les auteurs qui le nient. L'acquiescement produit un effet : normalement, en vertu de la loi, un plaideur peut faire opposition ou appel lorsqu'il se trouve dans certaines conditions : après l'acquiescement, cette faculté lui est retirée, ce plaideur a moins de pouvoir qu'un plaideur ordinaire. C'est donc qu'en effectuant l'acquiescement il s'est obligé. Nous trouvons une obligation : quelle est sa source ? Assurément pas le délit, le quasi-délit, ni le quasi-contrat aux allures délictuelles.

Ce n'est pas la loi qui oblige, car dans aucun cas la loi par sa seule vertu, en dehors de toute opinion des parties, n'empêche d'user des voies de recours.

Que reste-t-il alors, si l'on veut écarter la théorie

de la déclaration unilatérale de volonté, qui a eu si peu de succès en droit français ? Uniquement le contrat.

C'est l'accord des volontés qui peut produire l'obligation que nous avons constatée ; et en analysant l'acte, nous avons vu que cet accord se produisait effectivement.

**§ 3. — Influence du caractère d'ordre public sur le désistement et l'acquiescement.**

Ainsi le désistement et l'acquiescement sont des contrats, et quand les plaideurs sont d'accord, ces actes sont d'ordinaire accomplis sans que d'autres conditions soient nécessaires.

Mais il y a une catégorie spéciale d'affaires, les affaires dites d'ordre public où peut-être l'on ne pourra laisser se produire ces actes avec la même facilité.

C'est qu'ici l'intérêt privé n'est pas seul en jeu, et si l'on permettait aux plaideurs de contracter librement dans ces sortes d'affaires, les intérêts de la société pourraient être mis en péril.

Or le législateur a voulu les sauvegarder : il a pris une première mesure en ordonnant la communication au ministère public. L'article 83 du Code de procédure dit, en effet : « Seront communiquées au procureur de la République les causes suivantes : 1° Celles qui concernent l'ordre public ».

Mais cette précaution qui permet au représentant de l'Etat de prendre des réquisitions, de demander au tribunal de statuer dans le sens le plus favorable à la société, serait complètement illusoire si l'on permettait aux parties de supprimer le débat par un désistement ou d'en diminuer l'ampleur par un acquiescement.

L'intérêt bien entendu de la communauté ne le permet pas : aussi le législateur n'a-t-il pas manqué d'intervenir.

Par les articles 307, 1443 du Code civil, par la loi du 27 juillet 1884, il s'est opposé à ce que les séparations de corps et de biens, ainsi que les divorces pussent résulter de l'accord des parties.

Quelle est l'étendue de ces restrictions, nous ne le voyons pas tout d'abord, nous le rechercherons en étudiant en détail la question. Mais dès maintenant nous constatons que dans certaines questions qui touchent à l'ordre public, la liberté de conduire l'instance à leur guise n'est pas aussi grande pour les parties que dans les instances ordinaires.

Ces textes qui se rapportent à certaines affaires d'ordre public sont renforcés par l'article 6 du Code civil.

Interdisant de déroger aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs, il met ces lois au-dessus de la volonté des parties, tandis que d'ordinaire le législateur offre aux particuliers une règle

et leur permet s'ils sont d'accord de lui en substituer une différente et même opposée.

Ainsi il n'interdit les conventions que dans les cas où elles iraient à l'encontre d'une loi. C'est pour cela qu'il ne fait que donner une force plus grande aux articles spéciaux qui ont été édictés pour le divorce et les séparations de corps et de biens.

Mais nous avons vu que les raisons d'écarter parfois, au moins, le désistement et l'acquiescement existaient pour toutes les affaires d'ordre public et non point seulement pour celles qui visent les textes que nous avons cités.

Aussi, le législateur n'a point laissé dans les autres cas la société sans défense. Grâce à l'art. 1133 du Code civil, la liberté des parties n'est pas entière lorsque la collectivité est en jeu. Il annule, en effet, toutes les conventions qui nuiraient à l'intérêt général.

Il dit que « la cause est illicite quand elle est contraire à l'ordre public ». Précédemment le Code avait décidé que si la cause était illicite, la situation serait la même que si elle faisait défaut. Voilà donc des textes à portée générale.

Nous avons vu que parfois l'acquiescement ou le désistement pourraient être préjudiciables à la société ; dans ces cas la cause de ces contrats est contraire à l'ordre public et ils seront nuls.

Remarquons qu'il ne peut être question de cause

qu'en matière contractuelle : ce n'est donc pas en vain que nous avons insisté pour montrer que les actes qui nous intéressent étaient des contrats.

Appliquée à une espèce particulière, la théorie précédente se trouve bien exposée dans un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Aix (1).

Il s'exprime ainsi : « Des dispositions des articles 6, 1131, 1133 et 307 du Code civil, il résulte qu'on ne peut par un acquiescement purement volontaire donné à un jugement de séparation de corps renoncer au droit d'appeler de ce jugement. En effet, l'article 6 défend de déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. Les articles 1131 et 1133 déclarent nulles les conventions et obligations sur causes illicites, c'est-à-dire prohibées par la loi ou contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. Enfin l'article 307 ne permet pas que la séparation de corps ait lieu par le consentement mutuel des époux. Or l'acquiescement n'est qu'une obligation et un lien de droit volontairement contracté. Par conséquent, d'après les dispositions précitées, il ne peut valablement intervenir que sur des choses dont on a la libre disposition. »

Les contrats d'acquiescement et de désistement ne seront nuls que lorsqu'ils iront à l'encontre de

(1) Aix, 14 décembre 1837, S. 38.1.688.

l'ordre public ; ils pourront donc intervenir parfois, lorsqu'ils ne toucheront pas aux intérêts de la société.

Ainsi, il ne s'agit pas de les prohiber en bloc, mais d'examiner dans quels cas ils seront susceptibles de contrarier la communauté, alors on les interdira ; dans quels cas ils ne pourront avoir aucune influence fâcheuse, alors ils seront déclarés valables.



## CHAPITRE II

### LES LOIS D'ORDRE PUBLIC. — RECHERCHE D'UN CRITÉRIUM

Il faut rechercher la manière de reconnaître les lois d'ordre public, car les Codes qui nous en parlent dans plusieurs articles : 6, 686, 1133 du Code civil, 83 du Code pénal, ne fournissent pas de critérium pour les reconnaître.

Presque tous les auteurs ont entrepris cette recherche, mais leurs résultats sont bien contradictoires, et des nombreux travaux faits sur cette question ne ressort pas un procédé qui permette de classer facilement, d'une part les lois qui sont d'ordre public, de l'autre celles qui ne présentent pas ce caractère.

Il s'agit de distinguer les lois du droit privé qui sont d'intérêt social, car il est évident que les dispositions du droit public ont toutes cette nature.

Pour M. Vareilles-Sommières, la question est bien simplifiée, il nie qu'il faille distinguer des autres les lois qui intéressent l'ordre public, comme l'article 6 y convie : « Toutes les lois ont le caractère d'ordre public : en effet, la loi, par définition, est faite en vue du bien commun, c'est-à-dire du bien

de tous les membres de la communauté, c'est-à-dire de l'ordre public (1) ».

M. Waldeck-Rousseau suivait cette théorie, lorsqu'assimilant la loi à l'ordre public, il disait dans la discussion de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, qu'il fallait considérer comme « contraire à l'ordre public toute convention contraire aux lois » (2).

S'il est vrai que la société, groupement de tous les particuliers, est intéressée à ce que chacun de ses membres voie ses droits convenablement régis, il y a de la subtilité à ne pas vouloir distinguer cet intérêt si éloigné d'un intérêt direct comme celui qui ressort des dispositions prises, par exemple, sur la nationalité.

Et M. Vareilles-Sommières, pour étayer sa thèse, doit faire fi des textes ; il écarte l'article 6 qui indique bien que la distinction doit être faite.

Il restreint la portée de l'article 1134 qui établit l'autonomie de la volonté. Si toutes les lois étaient d'ordre public, comme l'indique M. Vareilles-Sommières, ce texte qui donne la possibilité de déroger aux lois quand les volontés sont d'accord, serait une exception à l'article 6 : il a bien cependant l'allure d'une disposition générale.

(1) Vareilles-Sommières, *Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois*.

(2) Sénat, séance du 15 juin 1901, *Journal officiel* du 16, *Déb. parl.*, p. 889.

Et surtout l'article 6, lui, est bien rédigé comme une exception, puisqu'il parle de distinguer, ce que ne fait pas l'article 1134.

Cet auteur renverse les rôles entre ces deux articles : il modifie la portée évidente de l'article 6 : ainsi sa théorie qui est nettement contraire aux textes, n'est pas acceptable. Certains jurisconsultes, eux, s'attachent au sens du mot ordre et prétendent que sont d'ordre public les lois qui, dans la société, opèrent un classement.

Ainsi, Laurent, adoptant cette théorie, après avoir donné la signification littérale du terme ordre, range dans les lois d'ordre public celles qui fixent l'état des personnes, la capacité ou l'incapacité qui y est attachée (1).

Pour M. Huc, la liste est à peu près semblable, mais moins rigide que Laurent sur les principes, il y ajoute les lois qui ont pour but de sauvegarder l'intérêt des tiers (2).

Aubry et Rau indiquent également les lois qui, à leurs yeux, intéressent particulièrement l'ordre public, c'est : l'état des personnes, l'autorité paternelle, la puissance maritale, la protection des incapables, la capacité juridique (3).

(1) Laurent, *Principes de droit civil*, t. I, p. 82.

(2) Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. I, n° 186.

(3) Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, t. I, § 36, p. 117.

D'autres auteurs ne donnent pas une énumération qui a toujours un certain caractère arbitraire, mais ils établissent un critérium qui permettra de juger toutes les lois et de déclarer quelle est leur nature.

Pour M. Alglave, la possibilité d'évaluer pécuniairement un droit est le signe que ce droit est d'intérêt privé : il toucherait à l'ordre public, au contraire, si toute évaluation de ce genre était impossible.

Ce procédé, toutefois, n'aboutit qu'à une présomption : M. Alglave considère que « l'ordre public est un point de vue particulier sous lequel le législateur considère certaines de ses dispositions ». Et pour cet auteur, le législateur verra d'ordinaire sous cet angle les lois qui visent des droits capables d'être évalués pécuniairement ; mais ce n'est pas absolu et peut être contredit par les circonstances. « Dans la recherche de l'intention du législateur, il y a un guide infaillible. Un droit est-il susceptible d'une évaluation pécuniaire ? Nous l'abandonnons à la libre disposition des parties, à moins que le législateur n'ait montré son intention de le rattacher à l'ordre public en prohibant sa renonciation. Un autre droit, au contraire, se refuse-t-il par sa nature propre à se laisser estimer en argent ? Il intéresse l'ordre public, à moins que le législateur n'intervienne pour lui attribuer l'équivalent pécuniaire qu'il ne comportait

pas naturellement, ou pour déclarer qu'on aurait la facilité d'y renoncer (1).

Il s'agit de rechercher l'intention du législateur, et le premier critérium proposé n'est qu'un moyen pour cette recherche.

Savigny déclare que sont d'ordre public les lois qui ne sont pas faites uniquement dans l'intérêt des titulaires de droits (2).

Suivant Portalis, ces lois sont celles qui intéressent plus directement la société que les individus.

De nos jours, M. Baudry-Lacantinerie suit cet avis : il estime que « parmi les lois, il en est qui intéressent plus directement les particuliers que la société; d'autres au contraire intéressent plus directement la société (3) ». Ce sont ces dernières qui sont les lois d'ordre public.

Ainsi, pas de critérium fixe, qui ne laisse point place à la discussion sur le caractère d'une loi : c'est une question de plus ou de moins qui se pose, et les évaluations comparatives peuvent être très variables.

Dire qu'il faut distinguer les lois faites uniquement dans l'intérêt des titulaires de droits des autres lois, c'est paraître donner un procédé plus stable. Mais cela revient au fond à la théorie de Portalis.

(1) Alglave, *Revue pratique*, 1868, I, p. 524.

(2) Savigny, *Traité de droit romain*, t. VIII, p. 37.

(3) Baudry-Lacantinerie, *Précis*, t. I, p. 95.

Aucune disposition législative, en effet, et M. Vareilles-Sommières l'a bien montré, n'est faite exclusivement dans l'intérêt de son bénéficiaire apparent.

« La loi, dit cet auteur, qui limite le nombre d'heures du travail journalier dans les fabriques n'est pas faite dans l'intérêt particulier des ouvriers, mais dans l'intérêt commun de tous les membres de la société française : nous sommes tous intéressés, en effet, à ce qu'une partie de la population du pays, ne perde pas sa santé, sa vigueur physique, sa culture morale, à ce qu'une des sources des forces vives de la nation ne soit pas tarie ou corrompue. »

La société entière est intéressée à toutes les lois. Et quand Savigny parle de celles qui sont rédigées uniquement dans l'intérêt des titulaires de droits, il songe aux lois qui n'intéressent que très peu la société, et nous revenons à cette appréciation de quotité qu'après Portalis nous offre M. Baudry-Lacantinerie. M. Vareilles-Sommières lui-même accepte cette distinction : après avoir montré que toutes les lois sont d'ordre public, il parle des lois faites dans le seul intérêt immédiat du titulaire du droit et d'autres qui sont faites, en outre, dans l'intérêt immédiat des tiers. Il admet donc que certaines lois ne sont faites que dans l'intérêt médiate des tiers, et lui aussi nous amène à une appréciation quantitative.

Pour M. Planiol, on est en présence d'une loi de droit privé, appartenant à l'ordre public, toutes les

fois que la disposition de la loi est motivée par la considération d'un intérêt général qui se trouverait compromis si les particuliers étaient libres d'empêcher l'application de la loi (1).

Cette définition repose sur l'article 6. Celui-ci défend aux particuliers de déroger aux lois qui intéressent l'ordre public : M. Planiol en conclut que sont d'ordre public les lois qui nécessitent semblable mesure. C'est très logique. Aussi adoptons-nous cette définition.

Cependant le critérium reste vague. Tout le monde ne s'entendra pas pour admettre que dans un cas déterminé l'intérêt général qui se trouve en jeu est assez fort pour ne point supporter les conventions particulières.

Cependant il vaut mieux avoir une règle peu précise que de tomber dans l'arbitraire comme les auteurs qui se contentent de donner des listes.

L'ordre public est une conception variable qui peut changer et qui changera forcément avec le temps, sur laquelle les modifications constitutionnelles auront une grande influence.

Suivant que les attributions de l'Etat seront larges ou restreintes, que son immixtion dans les rapports économiques sera fréquente ou exceptionnelle, le domaine des lois d'ordre public grandira ou diminuera.

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, n° 291.

« L'ordre public apparaît comme une notion essentiellement changeante, qui variera avec l'état moral, politique et économique d'un pays (1). »

C'est donc question de sentiment et Laurent a tort de critiquer Mourlon et de l'accuser d'imprécision parce que cet auteur prétend que l'ordre public se sent plus qu'il ne s'explique (2).

Laurent semble vouloir prohiber du domaine juridique de telles conceptions et n'y laisser pénétrer que des idées nettes.

Cependant la loi s'occupe en plusieurs de ses articles des bonnes mœurs, et personne ne peut nier qu'il s'agisse là de notion variable et relevant des sentiments actuels de la masse.

Pourquoi n'en serait-il pas de même de l'ordre public, puisqu'un tel phénomène existe incontestablement dans nos textes ? Et le rapprochement si intime qui est fait dans l'article 6 entre l'ordre public et les bonnes mœurs ne permet-il pas d'admettre qu'il y ait des ressemblances dans la nature de ces deux conceptions ?

Après avoir accepté ce principe, on peut citer certaines matières qui sans contestation touchent à l'ordre public, cela sans dresser une liste rigide, mais en réservant l'examen de toute loi pour voir si les

(1) Pilon, Note au Sirey, 1903.1.273.

(2) Laurent, *Principes de droit civil*, t. I, § 46, p. 82.

particuliers pourraient y déroger sans porter atteinte à un intérêt général.

Certaines matières sont unanimement reconnues comme intéressant l'ordre social.

1° L'état des personnes. Sur lui sont basées des réglementations fort importantes : réglementation de la famille, de l'hérédité. L'état civil, qui est l'indication de certains états contrôlés, ne peut avoir de valeur que s'il fournit des indications presque toujours conformes à la réalité.

Il est d'une grande utilité pour de nombreuses matières, tant du droit public que du droit privé.

2° Les règles visant la capacité. La société a grand intérêt à ce que les particuliers emploient raisonnablement leurs richesses au lieu de les gaspiller, à ce que des dépenses déréglées ne conduisent pas à la ruine des personnes inexpérimentées qui relèveraient ensuite de l'Assistance publique ; à ce qu'une classe de gens sans scrupules ne s'enrichisse pas aux dépens des faibles et n'acquière pas dans des succès faciles une audace dangereuse pour les plus expérimentés.

3° Les lois protectrices des tiers. Cette protection a la plus haute importance sociale. C'est elle qui permet au crédit de s'exercer ; sans elles, les relations d'affaire seraient considérablement réduites, le commerce à peu près totalement supprimé.

Grâce aux lois qui ont établi la transcription et

la publicité hypothécaire, un bailleur de fonds peut savoir à peu près quels risques il court dans un placement.

Les créanciers sont garantis contre les fraudes, les surprises désagréables, et par là même les capitalistes se trouvent plus enclins à placer leur argent ; les débiteurs y trouvent donc également leur avantage.

Mais pour la question qui nous occupe, cette série de lois n'aura pas une grande importance.

Certes elles ont, au premier chef, le caractère d'ordre public ; mais dans les matières qu'elles régissent, on ne voit pas d'acquiescement ou de désistement qui puissent porter atteinte à autre chose qu'à un intérêt particulier.

Par ces actes, un créancier ne pourra préjudicier aux droits d'un autre créancier : peut-être agit-il dans une intention de libéralité, et puisqu'il est seul à s'engager, il n'y a aucune raison pour qu'on l'en empêche.

L'autorité n'a point à intervenir pour protéger contre elle-même une personne qui jouit de son entière capacité.

Et comme nous le verrons par la suite, la liberté des parties demeure entière quand elle ne peut nuire à la société.

## CHAPITRE III

### DE L'ACQUIESCEMENT DANS LES AFFAIRES QUI INTÉRESSENT L'ORDRE PUBLIC.

La jurisprudence et la doctrine présentent l'une et l'autre des contradictions sur ce point, il faut donc rechercher dans les principes généraux les règles qui régissent l'acquiescement dans les affaires qui intéressent l'ordre public.

Plusieurs auteurs déclarent que l'acquiescement doit être écarté dans les matières où les parties n'ont pas le pouvoir de faire des conventions valables. C'est l'indication que donne M. Tissier dans une note sous un arrêt de Caen où il expose très clairement toute la question qui nous intéresse (1).

Cela est fort exact. Et nous, qui admettons la nature contractuelle de l'acquiescement, nous devons assurément reconnaître qu'il ne peut se produire quand les conventions sont impossibles.

Mais cette simple formule ne résout pas la question et ne fait que reculer le problème. La distinction entre les matières qui laissent place aux conven-

(1) Caen, 27 décembre 1899, S. 02.2.89.

tions et celles qui ne le permettent pas n'est pas évidente ; il s'agit de la faire apparaître.

En consultant la jurisprudence, l'on peut croire tout d'abord qu'elle donne une solution précise ; la majorité des arrêts, en effet, semble reconnaître un principe absolu : dans les matières touchant à l'ordre public, il n'y a pas de désistement ni d'acquiescement valable.

Un arrêt de cassation du 28 janvier 1902, ayant à statuer sur une question de compétence, pose la prétendue règle générale et l'applique au cas qui lui est soumis (1). « Il ne peut, dit-il, y avoir acquiescement pour les matières qui intéressent l'ordre public, notamment celles relatives à la compétence, qui se rapportent à la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif. » Et le 3 mars de la même année, la Cour de cassation répète (2) : « Aucun acquiescement ne peut être opposé dans les matières qui intéressent l'ordre public. »

Cette formule aurait au moins le mérite de la simplicité, mais bien que de nombreux arrêts l'acceptent, on ne peut la considérer comme la règle de la pratique, car de nombreuses exceptions y sont apportées, et l'on rencontre fréquemment des décisions judiciaires qui l'abandonnent. Ce n'est donc pas cette règle qui nous donnera satisfaction. Nous revien-

(1) Cass., 28 janvier 1902, S. 03.1.10.

(2) Cass., 3 mars 1902, S. 02.1.167.

drons au critérium que nous avons précédemment exposé : l'acquiescement sera possible quand il ne sera pas susceptible de compromettre les intérêts de la société ; dans le cas contraire, il ne faut pas lui accorder d'effet.

Pour rechercher dans quels cas il faudra admettre cet acte et dans quels cas on devra le prohiber, nous étudierons successivement : l'acquiescement à la demande, l'acquiescement du défendeur, puis celui du demandeur au jugement et l'acquiescement du demandeur à l'appel du défendeur.

#### § 1. — Acquiescement à la demande.

L'acquiescement du défendeur entraîne toujours une modification à la situation présente, puisque c'est l'abdication du plaideur qui prétendait demeurer dans le *statu quo*. Un changement opéré dans ces conditions s'effectuerait en dehors du contrôle de la société et pourrait porter atteinte à l'ordre public.

Aussi doit-on le prohiber.

Pour l'acquiescement à la demande, il n'y a pas de discussion, car ce serait un pur contrat fait par les parties seules, sans aucun contrôle de la société. Et nous avons vu qu'il est contraire à la notion d'ordre public d'apporter par ce moyen des changements aux situations existantes.

Aussi les tribunaux sont-ils d'accord pour inter-

dire l'acquiescement donné à une simple demande. Bien des arrêts déclarent qu'un tel acte est impossible (1) et l'on n'en rencontre point qui l'accepte.

Naturellement la personne assignée et, comme nous le verrons par la suite, le plaideur malheureux, peuvent toujours faire un acquiescement, mais si plus tard ils regrettent cette opération, ils pourront, quand elle n'est pas permise, revenir sur ce qu'ils ont fait et le tribunal considérera cet acquiescement comme non avenu. C'est sous cette forme que s'exerce toujours la prohibition, soit pour un acquiescement, soit pour un désistement.

§ 2. — Acquiescement du défendeur au jugement.

Bon nombre d'auteurs sont d'avis qu'il n'y a pas d'inconvénient à laisser se produire l'acquiescement au jugement et qu'il faut lui donner effet quand il intervient.

Ils estiment que tout le contrôle désirable a été apporté par le premier tribunal et qu'un jugement étant intervenu, ce ne sont point les parties qui par leur volonté opèrent un changement. « Il nous semble, disent Aubry et Rau, que du moment où la séparation a été prononcée par un jugement, on ne peut plus dire qu'elle soit le résultat du consentement mutuel des époux ; et que l'intérêt public se

(1) Par exemple : Poitiers, 5 août 1831, S. 32.2.205 ; Orléans, 5 novembre 1853, S. 54.2.241 ; Nancy, 22 juillet 1876, S. 78.2.103.

trouve suffisamment garanti par l'examen auquel s'est livré le juge de première instance (1). »

Et l'argument qu'ils invoquent spécialement pour la séparation de corps, ils l'appliquent toutes les fois qu'il s'agit de l'acquiescement au jugement fait par le défendeur dans une instance qui touche à l'ordre public.

Les auteurs qui admettent l'acquiescement (2) se basent aussi sur la ressemblance qui existe entre la situation du défendeur malheureux qui laisse écouler les délais sans user des voies de recours et la situation de celui qui acquiesce expressément.

Comme il est évident que l'on peut attendre l'expiration des délais sans être obligé de faire appel ou opposition, on en déduit que l'acquiescement exprès doit être admis.

Et Laurent se base à la fois sur les deux arguments : « Le défendeur en divorce, dit-il, peut acquiescer tacitement en n'interjetant pas appel : si l'acquiescement tacite est valable, pourquoi l'ac-

(1) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, éd. 1872, t. V, p. 192, note 15.

(2) Par exemple, Laurent, *Principes de droit civil*, t. III, 3<sup>e</sup> édit., p. 289 ; Vraye et Gold, *Le divorce et la séparation de corps* ; Carpentier, *La loi du 18 avril 1886 et la jurisprudence en matière de divorce* ; Madier, *Journal La Loi*, 4 avril 1886. — En sens contraire : Curet, *Code du divorce*, n<sup>o</sup> 238 ; Demolombe, *Traité du mariage*, t. II, éd. 1869, n<sup>o</sup> 438 ; Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, 2<sup>e</sup> éd., t. VII, § 2565 ; Fuzier-Hermann, *Répertoire, Acquiescement*, § 61.

quiescement exprès serait-il nul ? Vainement, dit-on que le divorce ne peut pas être volontaire. Est-il plus volontaire quand il y a acquiescement exprès que quand il y a acquiescement tacite ? A vrai dire, le divorce n'est volontaire ni dans un cas, ni dans l'autre. On oublie qu'il y a un jugement qui a admis le divorce. Si donc le divorce a lieu, c'est parce que le juge l'a admis ; l'acquiescement vient seulement confirmer ce que le juge a fait ; le divorce résulte non pas du consentement du défendeur, mais de la sentence du magistrat. »

Tous ces arguments ne sont pas probants : on n'a jamais soutenu qu'il fallait obliger les parties à user des voies de recours qui leur étaient offertes, car mieux vaudrait alors se présenter directement devant la juridiction d'appel sans solliciter au préalable une décision ; mais si l'on doit s'en tenir au jugement de première instance, pourquoi ne pas attendre qu'il ait acquis l'autorité de la chose jugée par l'expiration des délais : permettre à la volonté des parties de lui donner cette autorité, c'est lui accorder un pouvoir qu'elle ne doit pas avoir en ces sortes d'affaires.

Et bien des jurisconsultes soutiennent également cette thèse.

Demolombe l'expose avec logique (1). « Autre

(1) Demolombe, *Traité du mariage*, t. II, n° 488.

chose, dit-il, est la simple expiration du délai d'appel; autre chose l'acquiescement exprès ou le désistement d'un appel formé. La loi accorde un certain temps au défendeur pour remettre en question la chose jugée contre lui en première instance; il faut bien que ce temps soit limité; et l'expiration du délai sans appel fait que jamais le jugement n'a perdu son autorité. Mais il en est tout autrement lorsqu'un appel a été formé: 1° il est alors possible d'en avoir raison autrement que par un désistement; c'est d'obtenir un arrêt; 2° le jugement qui avait prononcé la séparation avait été remis en question et la cause tout entière était devant la Cour impériale. Or s'il en était ainsi du désistement d'un appel formé, il faudrait appliquer la même décision à l'acquiescement pur et simple; car le défendeur ne peut pas renoncer au droit que la loi lui accorde de contester la décision qui prononçait contre lui, peut-être sans cause, la séparation de corps.

Cette démonstration unit l'acquiescement et le désistement d'appel, nous verrons plus tard le rapprochement qu'il faut faire entre ces deux actes.

M. Garsonnet, sans nier que l'objection que nous avons indiquée puisse être logiquement soutenue, estime qu'elle n'est pas péremptoire (1): « N'oublie-t-on pas, dit-il, qu'il est moins grave d'acquiescer

(1) Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. VI, § 2565.

à un jugement qu'à une demande qui n'a pas subile contrôle de la justice ; d'autre part, qu'il est plus dangereux d'abandonner ses prétentions par un acte irrévocable que de laisser passer le temps plus ou moins long qu'on a pour user de ses droits et jusqu'à l'expiration duquel on reste libre de revenir sur le parti qu'on avait pris d'abord d'y renoncer. »

*Jurisprudence.* — Pour ce qui est de la jurisprudence, si l'on écarte pour l'instant les arrêts rendus dans les instances en séparation de corps, matière qui est traitée d'une manière spéciale, nous pouvons constater que la plupart des sentences rendues par les tribunaux interdisent l'acquiescement au défendeur.

Dans une décision rendue en 1876, la Cour de Nîmes a exprimé franchement cette prohibition, et en l'espèce, c'était le défendeur qui avait acquiescé (1). « Attendu, dit-elle, que les questions qui touchent à l'état des citoyens intéressent l'ordre public et que par ces motifs les décisions judiciaires auxquelles elles donnent lieu ne peuvent être valablement acquiescées, en ce sens que l'acquiescement consenti ne fait point obstacle à ce que l'appel régulièrement formé ne doive être jugé, qu'ainsi il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à la fin de non-recevoir. »

Qu'il s'agisse pour un interdit d'adhérer au juge-

(1) Nîmes, 25 janvier 1876, S. 76.2.294.

ment qui diminue sa capacité (1), pour un prodigue d'accepter la décision de justice qui le pourvoit d'un conseil judiciaire (2), nous trouvons des arrêts pour enlever tout effet à de semblables actes.

Nous en trouvons également pour prohiber l'acquiescement à un jugement qui donne mainlevée d'une interdiction prononcée (3).

Il en est de même, si la victime d'un accident du travail acquiesce à un jugement qui la déboute ou lui accorde une rente bien inférieure à celle qu'elle réclamait (4).

C'est un des cas où l'on saisit le plus parfaitement les raisons de ces prohibitions.

Le législateur, en effet, a établi des règles spéciales, parce que l'ordre public a intérêt à ce que l'ouvrier blessé soit indemnisé, à ce que les risques de l'industrie ne soient pas tous à la charge du plus faible.

Si l'ouvrier apparaît comme le bénéficiaire principal, la société, dans son propre intérêt, doit cependant se préoccuper de lui assurer la pension à laquelle il a droit, sinon cet infirme tombera à la charge de l'Assistance publique. Et pour cela, elle doit

(1) Lyon, 24 juillet 1872, S. 73.5.40 ; Cass., 12 janvier 1875, S. 75.1.117 ; Cass., 4 décembre 1905, D. 06.1.207.

(2) Nîmes, 25 janvier 1876, S. 76.2.294.

(3) Cass., 14 juin 1842, S. 42.1.742 ; Poitiers, 5 août 1832, S. 32.2.205.

(4) Cass., 30 mai 1906, S. 07.1.385.

l'empêcher d'acquiescer, car cette catégorie de plaideurs, peu instruite et besogneuse, se laisse entraîner facilement à sacrifier l'avenir pour obtenir de suite une satisfaction minime.

Pas d'acquiescement encore, s'il s'agit d'un empêchement dirimant à un mariage (1), s'il s'agit de dissimulation dans le prix d'un office (2), s'il s'agit de savoir sous quel régime matrimonial est placé l'incapable qui n'a pas fait de contrat (3).

Quand il s'agit de biens dotaux, l'acquiescement des époux défendeurs est aussi prohibé (4).

Cette jurisprudence est ancienne. Un arrêt de 1807 écartait déjà l'acquiescement dans une question touchant à l'état civil, disant « que les particuliers ne peuvent faire des conventions sur des questions d'état telles que celles concernant le lieu de mariage (5) ».

Si dans toutes ces matières l'acquiescement est repoussé, à plus forte raison le sera-t-il quand il s'agira de divorce, puisque là nous possédons l'article 249 qui l'interdit (6).

Cependant un arrêt de la Cour de Chambéry (7),

(1) Alger, 16 décembre 1854, S. 51.2.760.

(2) Cass., 24 novembre 1874, S. 75.1.83.

(3) Cass., 20 mars 1878, S. 78.2.105.

(4) Pau, 12 août 1868, D. 68.2.221.

(5) Cass., 17 août 1807, S. 07.1.153.

(6) Caen, 19 février 1889, S. 90.2.217; Cass., 23 octobre 1889, S. 90.1.61.

(7) Chambéry, 19 juillet 1887, S. 90.2.217.

interprétant trop strictement les termes de l'article 249, accorde plein effet à l'acquiescement tacite donné au jugement qui prononce le divorce. Il s'appuie sur la théorie que nous avons vue et qui consiste à dire que le plaideur malheureux, pouvant se dispenser de faire appel, peut par conséquent donner de façon anticipée pleine valeur à la sentence intervenue.

« Attendu, dit-il, que si la loi interdit le divorce par consentement mutuel et interdit tout acquiescement à une demande en divorce, il n'en est plus ainsi lorsque cette demande régulièrement et contradictoirement débattue a été suivie d'un jugement également contradictoire prononçant le divorce, que dans ce cas, et alors que la justice a prononcé sur l'action intentée, aucune disposition du Code n'impose l'appel à la partie qui a succombé dans l'instance ; que pouvant s'abstenir de former cet appel, elle a la faculté d'exécuter de suite le jugement du tribunal et que cette exécution lui fermant la voie de l'appel est l'application du droit commun auquel, en ce point, la loi en matière de divorce n'apporte aucune exception ; qu'ainsi la fin de non-recevoir est juridiquement justifiée et qu'elle suffirait en l'absence de toute exception de forme pour rendre l'appel non recevable. »

Certes les solutions ainsi dégagées sont l'application du droit commun : ce sont elles qui s'appliquent

quand l'ordre public n'est pas en jeu. Mais il est bien osé de dire que la loi en matière de divorce n'y apporte aucune exception. C'est faire trop bon marché de l'article 249, qui cependant s'exprime sans ambiguïté, et il faut bien torturer ce texte pour lui faire dire uniquement que le législateur en rétablissant le divorce n'a pas voulu qu'il eût lieu par consentement mutuel, comme cela était possible au moment de la promulgation du Code civil. Telle est cependant l'interprétation donnée par la Cour de Chambéry. Adoptant l'opinion qui rend possible l'acquiescement du défendeur même dans les affaires d'ordre public, parce que le contrôle apporté par le tribunal qui a statué est suffisant pour sauvegarder les intérêts communs, d'autres arrêts admettent cet acquiescement en matière d'accident du travail (1), en matière de faillite (2).

Les deux arrêts de 1905 et 1907 sont suivis chacun d'une note de M. Lyon-Caen.

Cet auteur combat avec juste raison la décision de cassation qui permet d'acquiescer à un jugement déclaratif de faillite.

Il expose d'abord sa théorie sur l'acquiescement dans les affaires qui intéressent l'ordre public et déclare qu'il faut empêcher d'acquiescer au jugement

(1) Cass., 13 février 1905, S. 07.1.386.

(2) Cass., 30 janvier 1907, S. 07.1.161 ; Cass., 25 août 1868, S. 69.1.120.

quand on créerait ainsi une situation que la loi a entendu soustraire au domaine de la convention.

Puis il démontre que la faillite est une matière d'ordre public et conclut en condamnant l'arrêt de de cassation que nous venons de citer.

Quant à l'arrêt rendu en matière d'accident du travail, M. Lyon-Caen l'approuve, parce que le jugement acquiescé n'avait été rendu que sur une question de forme, mais la note déclare fermement que s'il s'était agi du fond, l'acquiescement n'aurait eu aucune valeur.

*Séparation de corps.* — Admettant parfois l'acquiescement du demandeur dans les affaires touchant à l'ordre public, nous sommes moins radicaux que la jurisprudence dont la formule habituelle en ces matières le prohibe sans exception.

Si les tribunaux d'ordinaire reconnaissent que le défendeur ne peut acquiescer au jugement rendu dans une affaire qui intéresse leur ordre public, il est une catégorie d'instances où l'opinion se modifie complètement : ce sont les affaires de séparation de corps. Et rien ne justifie cette exception. De nombreux arrêts admettent que cet acquiescement peut se produire. Beaucoup également acceptent le désistement d'appel qui, nous le verrons, équivaut à l'acquiescement. Ils s'appuient sur un argument purement littéral.

Ils adoptent l'interprétation restrictive de l'arti-

cle 249 et déclarent que puisque la loi de 1886 n'a point parlé de séparation de corps lorsqu'elle a établi sa prohibition de l'acquiescement, c'est qu'elle a entendu l'écarter de sa réglementation.

Cet article, en effet, ne parle que du divorce : mais il repose sur les principes généraux ; c'est un exemple, toute la matière doit être réglée suivant ses dispositions.

Cependant la jurisprudence lui dénie ce caractère général pour aboutir à la solution illogique qu'elle applique dans les séparations de corps.

Plusieurs jurisconsultes prétendent que l'article 249 est exceptionnel, qu'il faut l'interpréter strictement, borner ses effets au divorce et dans le divorce à l'acquiescement.

« La disposition de l'article 249, dit M. Pilon, a été édictée moins par application des principes généraux que sous l'empire de cette idée, toute spéciale au divorce, qu'il faut réserver toutes les chances possibles d'empêcher un divorce prononcé de produire ses effets (1). »

Mais en examinant la nature de l'acquiescement, en regardant le but des lois d'ordre public, nous parvenons aux conclusions que formule l'article 249. Celui-ci est donc conforme au principe et n'a pas le caractère exceptionnel.

(1) Pilon, Note au Sirey, Cass., 4 novembre 1901, S. 03.1.273.

S'il devait s'appliquer strictement au divorce, ne serait-on pas choqué de voir que la séparation de corps, matière qui présente de nombreux points communs avec lui, serait régie par des règles diamétralement opposées ?

Et attribuer au législateur la pensée d'établir l'article 249 comme une dérogation au principe, serait l'accuser d'introduire dans les règles qu'il édicte une diversité qui ne serait point basée sur la nature des choses.

Un arrêt de Douai du 21 avril 1891 présente bien la thèse restrictive (1) : « Attendu, dit-il, que l'on peut toujours, à moins d'exception prévue, acquiescer à un jugement et renoncer en l'exécutant à la faculté que l'on pouvait avoir de le frapper d'appel. Attendu que le Code civil ne formule aucune exception de ce genre en matière de jugement de séparation de corps ; que la doctrine et la jurisprudence admettaient comme valable l'acquiescement, non à la demande en séparation, mais au jugement qui l'avait prononcée, l'acquiescement n'ayant alors d'autre effet que de rendre définitive une décision de justice. Attendu que la loi du 18 avril 1886 n'a rien disposé à cet égard et n'a pas interdit la faculté d'acquiescer au jugement qui prononce la séparation de corps, qu'elle déclare, il est vrai — article 249 du Code

(1) Douai, 21 avril 1891, S. 91.2.245.

civil — que le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement. Mais, attendu que la loi dispose spécialement en matière de divorce, que sa disposition restrictive du droit commun ne doit pas être étendue par analogie du divorce à la séparation de corps. »

Il est des auteurs qui, comme Aubry et Rau, soutiennent également que l'acquiescement au jugement doit toujours être admis, sauf l'exception stricte de l'article 249, parce que l'ordre public est suffisamment sauvegardé par une sentence judiciaire ; tous naturellement admettent l'acquiescement du défendeur à la séparation de corps.

Bien que partant d'un principe, à notre avis inexact, de telles conclusions sont logiques.

Mais lorsque la jurisprudence agit comme elle le fait en cette matière, elle se contredit et doit renverser le grand principe qu'elle pose d'ordinaire sur l'acquiescement et le désistement dans les matières d'ordre public.

Pour aboutir à l'exception qu'elle admet, il lui faut accepter le caractère restrictif de l'article 249 et pour cela répudier sa règle générale. Un arrêt de la Cour d'Aix invoque, pour accepter l'acquiescement, la faculté que l'on a de laisser écouler les délais d'appel sans recourir à la juridiction supérieure (1). Il dit :

(1) Aix, 14 novembre 1837, S. 38.2.290.

« Attendu, en droit, que l'acquiescement résultant de l'exécution volontaire d'un jugement rend la partie qui l'a ainsi exécuté non recevable à attaquer ce jugement par la voie de l'appel, et que ce principe de justice doit être appliqué aussi bien aux jugements prononçant la séparation de corps qu'à tous autres ; qu'à la vérité, l'acquiescement à la demande en séparation ne pourrait être accepté par les premiers juges comme base de leur décision, puisqu'alors ils ne feraient qu'homologuer une séparation de corps volontaire, ce qui serait une violation de l'article 307 du Code civil, mais qu'il en est tout autrement de l'acquiescement donné à une décision judiciaire rendue en connaissance de cause sur des preuves légales et prononçant définitivement la séparation de corps. Que ce jugement est susceptible comme tout autre d'acquiescer l'autorité de la chose jugée, et par les mêmes moyens, sans que l'article 307 du Code civil y porte aucun obstacle. Qu'en effet, et bien qu'il s'agisse d'une matière intéressant l'ordre public, la faculté d'appel ne concerne que le droit privé de la partie qui est libre d'en user ou de s'en abstenir. Que si elle peut acquiescer tacitement au jugement en laissant écouler le délai de l'appel, il n'y a point de raison de lui interdire l'acquiescement plus direct résultant de l'exécution volontaire pendant le cours du délai de l'appel. Que cette exécution n'est alors qu'un hommage rendu à la sagesse de la décision des

premiers juges, et qu'il est impossible d'y voir une atteinte portée à l'ordre public (1). »

Nous voyons également dans ces motifs invoquer l'article 306.

En effet, ceux qui admettent le caractère restrictif de l'article 249 croient renforcer leur thèse en s'appuyant sur l'article 307. Cet article s'occupe de la procédure relative à la séparation de corps : il dit que cette demande sera jugée comme toute autre action civile, sauf le renvoi aux articles 236 à 244, placés au chapitre du divorce. C'est donc, dit-on, que le législateur n'a pas voulu appliquer à cette action l'article 249.

De plus, l'article 307 termine son premier paragraphe en disant que la séparation de corps ne pourra avoir lieu par le consentement mutuel des époux.

Et l'on en déduit que cette phrase, qui écarte l'acquiescement fait à la demande, laisse place à l'acquiescement donné au jugement rendu.

On a même soutenu qu'en disant que la séparation de corps ne pourrait avoir lieu par le consentement mutuel des époux, l'article 307 avait voulu dire que, contrairement à ce qui se passait pour le divorce, la

(1) Autres arrêts qui autorisent l'acquiescement au jugement de séparation de corps : Cass., 21 août 1838, S. 38.1.688 ; Pau, 7 janvier 1851, S. 51.2.36 ; Nancy, 22 juillet 1876, S. 78.2.103 ; Cass., 28 décembre 1891, S. 92.1.120.

séparation ne pouvait avoir lieu que pour causes déterminées.

Cette thèse a été soutenue devant la Cour de cassation par un conseiller rapporteur (1) : « L'article 307 est ainsi conçu : « La demande en séparation sera intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile, elle ne pourra avoir lieu par le consentement mutuel des époux. » Que veulent dire ces dernières expressions ? La Cour sait que la séparation de corps est un des chapitres du divorce. Le divorce pourrait être demandé pour causes déterminées et encore par le consentement mutuel des époux. Dans l'article 306, il est dit que lorsqu'il y a lieu à demande en divorce pour cause déterminée, il sera libre aux époux de former une demande en séparation de corps. L'article 307 dit ensuite que la séparation de corps ne pourra avoir lieu par le consentement mutuel des époux. À côté de la différence du divorce, le législateur veut que la demande en séparation de corps ne puisse avoir lieu que pour causes déterminées. Voilà toute la portée de l'article 307, ce semble. » Mais c'est interpréter bien strictement ce texte. En prohibant le consentement mutuel en matière de séparation de corps, il semble bien que le législateur ait voulu interdire aux parties de faire des conventions relativement

à ces questions et partant d'acquiescer. Quant à l'article 249, nous l'avons considéré comme un exemple d'une règle générale qui doit s'appliquer à la séparation de corps aussi bien qu'au divorce. Peu importe donc que l'article 307 n'y ait pas renvoyé. Curet montre bien que telle est la portée de l'article 249 et il répond à l'objection tirée de l'article 307 (1).

« Aux termes de l'article 249, dit-il, le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement. En est-il ainsi pour la séparation de corps ? L'article 307 n'a pas étendu à la séparation de corps la disposition de l'article 249, d'où il faudrait conclure *a contrario*, ce semble, que l'acquiescement est possible en matière de séparation de corps. La conclusion, à notre avis, serait inexacte. L'article 249 repose sur un principe général qui doit recevoir ici son application. Nous sommes dans une matière essentiellement d'ordre public ; la séparation de corps ne peut avoir lieu du consentement mutuel des époux, et tout ce qui peut constituer de leur part une adhésion volontaire au jugement qui la prononce doit être prohibé. »

Avant 1886, il y avait controverse sur le point de savoir si l'acquiescement était possible en matière de divorce et de séparation de corps. On mettait sur

(1) Curet, *Code du divorce*.

le même pied ces deux catégories d'instances, et dans chaque camp on les soumettait au même régime.

Quand le législateur eut à s'occuper du divorce, au moment de son rétablissement, il indiqua quelle était, suivant lui, la vérité ; il ne précisa son opinion que pour le divorce, car c'était de lui seul qu'il s'occupait alors, mais c'est à la règle générale qu'il faisait allusion à ce propos. Et puisque l'article 249 rappelle la règle générale, rien ne permet de faire exception à cette règle pour la séparation de corps. Existe-t-il entre la situation d'un défendeur au divorce et celle d'un défendeur à la séparation une différence qui explique une dissemblance absolue de régime ?

La gravité de la séparation de corps est moindre certes, mais la nature des deux instances est bien identique. Un arrêt de Douai qui figure parmi la minorité des décisions rendues en cette matière a précisé minutieusement les analogies qui existent entre elles (1). « Attendu, dit-il, que la matière des séparations de corps tient à l'ordre public. Que si cette séparation ne rompt pas le lien du mariage, elle a du moins pour effet de le relâcher et de porter une grave atteinte à l'état des époux, tant sous le rapport des personnes que sous celui des biens : qu'elle fait cesser entre lesdits époux les devoirs de

(1) Douai, 31 juillet 1847, S. 48.2.39.

secours et d'assistance mutuelle, celui de protection que le mari doit à sa femme et celui d'obéissance que la femme doit à son mari ; que si elle laisse subsister le devoir de fidélité, elle enlève aux époux les garanties résultant de l'habitation commune et de l'obligation pour la femme de suivre son mari partout où il juge à propos de résider ; qu'envisagé à ce dernier point de vue, l'effet de la séparation de corps est d'autant plus grave que cette séparation laisse entière la présomption légale de paternité qui pèse sur le mari à l'égard des enfants qui naissent depuis ladite séparation ; que d'un autre côté, la séparation de corps emporte de plein droit la séparation de biens et modifie ainsi du vivant des époux les conventions matrimoniales ; qu'à tous les titres elle intéresse à un haut degré, non seulement lesdits époux, mais aussi la famille et la société, ce qui la place au rang des choses qui tiennent à l'ordre public. »

La loi du 6 juin 1908 sur la conversion de la séparation de corps en divorce a rapproché encore ces deux institutions ; en étudiant le désistement d'appel, nous verrons ce que la jurisprudence en a tiré et quelle est l'utilité de cette loi pour la thèse que nous soutenons.

Si l'on admet le caractère exceptionnel de l'article 249, on doit en limiter les effets strictement au divorce.

La jurisprudence, au contraire, applique cet arti-

cle en matière d'interdiction, de dation de conseil judiciaire : elle est donc illogique, lorsqu'elle l'écarte uniquement pour la séparation de corps ; et l'on n'en voit pas les raisons.

Aussi les arrêts qui, en petit nombre, ont repoussé l'acquiescement du défendeur en cette matière sont plus logiques, et nous estimons qu'ils font une exacte application des principes.

Outre l'arrêt que nous venons de voir et qui conclut en disant : « que les jugements rendus en cette matière ne sont pas susceptibles d'acquiescement et ne peuvent acquérir la force de chose jugée que par l'expiration des délais fixés par la loi pour se pourvoir contre lesdits jugements », nous en trouvons un rendu par la Cour de Caen : il montre bien que la faculté que l'on a de laisser écouler les délais d'appel sans dire mot n'entraîne pas comme conséquence le pouvoir d'acquiescer. Il s'exprime ainsi (1) : « Considérant qu'on ne doit pas, en cette matière, assimiler l'acquiescement formel donné volontairement, dans le cours du délai d'appel, à l'acquiescement tacite qu'on pourrait induire du défaut d'appel dans ce délai, parce que dans le cas du défaut d'appel la force de la chose jugée définitivement et irrévocablement acquise au jugement lui vient moins de la volonté de la partie que de l'autorité de la loi, qui, par un motif

(1) Caen, 28 mars 1849, S. 50.2 503.

d'ordre public fondé sur la nécessité de mettre un terme au procès, a ordonné que tout jugement contre lequel on ne se serait pas pourvu dans le délai accordé à cet effet deviendrait désormais inattaquable. »

La Cour de cassation, elle aussi, a fait sienne, une fois, la thèse logique (1).

Ainsi, dans la jurisprudence, il n'y a pas de lien directeur ; on ne voit pas de règles d'où découleraient les divers arrêts.

En examinant par la suite l'acquiescement du demandeur, nous constaterons le même phénomène.

On a tenté d'expliquer cette incohérence, en disant qu'elle n'était qu'apparente. M. Bodart prétend que (2) « les décisions de la jurisprudence ne se sont pas attachées au caractère spécial d'ordre public de la matière sur laquelle portait le litige ; elles ont souvent considéré en lui-même, et indépendamment de la nature de l'affaire l'acte, d'où l'on voulait faire résulter l'acquiescement, et toutes les fois que cet acte lui-même leur a paru conforme à l'intérêt privé des parties sans violer ouvertement l'ordre public, elles en ont reconnu la validité, bien qu'il se fût agi, en l'espèce du jugement acquiescé, d'une matière d'ordre public ».

M. Bodart déclare que cette considération expli-

(1) Cass., 2 janvier 1823, S. 23.1.88.

(2) Bodart, *De l'acquiescement en matière civile*, thèse Paris, 1897.

que les divergences apparentes que nous rencontrons dans les décisions.

Certes il plaît à l'esprit de donner à tout une explication et de trouver une règle capable de justifier les décisions rendues par les tribunaux dans une même catégorie d'affaires ; mais il faut bien se résigner à admettre qu'ici la jurisprudence est indécise, que nul principe ne la gouverne.

Les divergences qui existent entre les arrêts ne peuvent s'expliquer par le désir qu'ont les tribunaux de sauvegarder les intérêts privés, car nous ne voyons pas, au point de vue des parties en cause, la raison qui pousse à ne pas traiter l'acquiescement dans les séparations de corps comme dans les divorces.

*Acquiescement tacite.* — Nous avons prohibé l'acquiescement du défendeur, parce qu'il serait susceptible de compromettre l'ordre public. Et ce motif doit le faire prohiber quelle que soit la forme qu'il revête, car le danger sera toujours le même, que l'acquiescement soit exprès ou tacite.

Mais sur ce point encore la jurisprudence est divisée : si un arrêt prohibe l'acquiescement tacite à un jugement qui prononce le divorce, venant d'une signification de jugement sans réserve, et déclare qu'un tel jugement n'est susceptible d'aucun acquies-

cement quelle qu'en soit la forme (1), un arrêt de Chambéry, que nous avons déjà examiné pour partie, admet implicitement au contraire que l'acquiescement tacite, ne doit pas être traité comme l'acquiescement exprès, et que l'exécution du jugement de divorce que le plaideur malheureux a le droit d'opérer de suite ferme la voie de l'appel (2). « Attendu, d'ailleurs, dit cet arrêt, qu'une seconde fin de non-recevoir proposée par l'intimée et fondée sur l'exécution par l'appelant du jugement déféré antérieurement à son appel devait être accueillie ; qu'en effet ledit jugement avait renvoyé les parties devant M<sup>e</sup> Tachon, notaire à Douvaine, pour la liquidation de la communauté ayant existé entre elles, liquidation qui était la conséquence nécessaire du divorce prononcé, et qu'il ressort du procès-verbal dressé par cet officier public à la date du 23 juillet 1886 que Thomas Decheverens, dûment assigné par Marie-Louise Ducret à comparaître devant lui pour cette liquidation a obéi à cette assignation, s'est présenté en personne devant le notaire prénommé, et a déclaré n'avoir aucune réclamation à formuler au sujet de ladite communauté ; qu'à la vérité, il s'est retiré après avoir ajouté qu'il refusait de signer aucun procès-verbal, mais que sa comparution et sa déclaration constatées par le notaire, dont le procès-verbal

(1) Caen, 19 février 1889, S. 90.2.217.

(2) Chambéry, 19 juillet 1887, S. 90.2.217.

fait foi jusqu'à inscription de faux, constituent une exécution partielle du jugement dont est appel ; qu'en agissant ainsi, Thomas Decheverens se rendait inhabile à se pourvoir par cette voie contre ledit jugement ; qu'il ne saurait d'ailleurs être admis à soutenir qu'ainsi envisagée sa comparution et la déclaration qui l'a suivie équivaudraient à un acquiescement du jugement prononçant le divorce, et qu'en une pareille matière qui intéresse l'ordre public et les mœurs, un acquiescement serait sans valeur ; que les prescriptions de la loi n'autorisent pas l'admission de cette doctrine. »

L'arrêt qui écarte même l'acquiescement tacite s'exprime ainsi (1) : « Attendu que si une règle générale, dont l'article 443 du Code de procédure civile n'est qu'une application particulière, veut que celui qui signifie un jugement sans protestation ni réserve se rende non recevable à user des voies ordinaires et extraordinaires admises par la loi pour attaquer les jugements, il n'en est ainsi que parce que la signification pure et simple renferme un acquiescement virtuel au jugement ; mais qu'en matière de divorce, aux termes de la disposition spéciale et exceptionnelle de l'article 249 du Code civil, le jugement qui prononce le divorce n'est susceptible d'aucun acquiescement. » En regardant les travaux législatifs

(1) Caen, 19 février 1889, S. 90.2.217.

qui ont précédé le vote de l'article 249, on aperçoit que le second arrêt (1) est dans l'erreur. En effet, la rédaction primitive de l'article était celle-ci : « Le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce ne peut être exécuté qu'autant que, par l'expiration des délais légaux, il n'est plus susceptible d'aucune voie de recours de la part des parties. »

Ainsi rédigé, le texte ne permet pas le doute, l'acquiescement tacite est aussi bien prohibé que l'acquiescement exprès, puisque l'exécution du jugement ne peut se produire pendant les délais d'appel.

Or, si une modification est intervenue, c'est pour hâter le vote de la loi. L'intention n'a point été d'en changer la portée.

La première rédaction avait été adoptée en première lecture par le Sénat. La commission y a renoncé pour adopter celle de l'article 249 actuel qui lui était proposée. Il s'agissait de mettre d'accord divers auteurs de propositions ; mais le rapporteur, M. Labiche, a bien spécifié qu'en votant l'article tel qu'on le présentait, on entendait lui accorder le sens qu'avait incontestablement le projet primitif : « C'est absolument ce que nous avons dit dans notre première rédaction, déclara-t-il à la séance ; seulement quelques-uns de nos collègues ayant manifesté avec insistance leur préférence pour l'autre rédac-

(1) Chambéry, 19 juillet 1887, S. 90.2.217.

tion, comme cette nouvelle rédaction n'a pas d'inconvénients, nous l'avons adoptée afin de simplifier le débat. »

Interpréter l'article 249 comme l'a fait la Cour de Chambéry serait illogique, car d'une part on interdirait l'acquiescement et de l'autre on permettrait de le réaliser au moyen d'actes d'exécution.

§ 3. — Acquiescement du demandeur au jugement.

La jurisprudence, avec sa formule générale, semble admettre que dans les affaires d'ordre public les intérêts de la société seront toujours compromis par un acquiescement formé par les seules parties en cause, puisqu'elle prohibe ce contrat, sans aucune exception. Mais c'est inexact. Et à quoi bon obliger les plaideurs à poursuivre le procès, malgré leur désir d'en finir lorsque les intérêts collectifs sont certainement sauvegardés.

Or, si le demandeur acquiesce au jugement qui a repoussé ses prétentions et maintient ainsi l'état de choses antérieur dont il demandait la modification, l'ordre public ne peut pas être compromis : c'est ce qui arrive dans les instances en divorce et en séparation de corps. L'époux qui a formé une demande en divorce et qui acquiesce après avoir succombé, ne fait que revenir à la situation qu'il avait avant, situation d'époux capable de sortir des liens du mariage, si des faits de nature à en entraîner la dissolution viennent à se produire.

Puisqu'aucun changement n'a lieu, l'ordre public ne peut être atteint. En effet l'état actuel, état d'époux, n'a été acquis qu'avec le contrôle de la société qui pour cela a exigé des conditions et des formalités. Un changement à cette situation opéré sans son assentiment pourrait lui nuire, mais le retour à l'état qu'elle avait contrôlé et approuvé ne peut en rien lui porter ombrage.

Aussi dans cette hypothèse admettons-nous l'acquiescement. Il se peut qu'au contraire l'acquiescement du demandeur ne ramène pas les plaideurs exactement dans les positions qu'ils occupaient avant le procès ; les facultés de l'un d'entre eux sont diminuées : dans certains cas, en reconnaissant que sa demande est mal fondée, le plaideur qui acquiesce s'interdit à lui-même de jamais la représenter et ses prétentions sont pour toujours anéanties. Cela se produit lorsqu'ils s'agit pour le tribunal non de créer, mais de déclarer un état.

Ainsi un père intente une action en désaveu contre un enfant que la présomption légale lui attribue. S'il échoue en première instance, son acquiescement lui attribuera définitivement comme légitime l'enfant dont il s'agit, et il ne pourra le lendemain renouveler sa demande. Ses pouvoirs ne seront pas aussi grands qu'avant le début du procès ; sa situation ne sera donc pas semblable.

Dans ces cas où l'acquiescement apporterait une

modification capable peut-être de nuire à l'ordre public, il faut empêcher les parties d'influer sur la valeur du jugement et de lui donner avant l'heure l'autorité de la chose jugée.

Si un défendeur soutient que le tribunal devant lequel il a été assigné est incompétent *ratione materie* et qu'il triomphe, le demandeur ne pourra pas acquiescer au jugement qui déclare que sa procédure a été mal engagée. S'il l'admettait, en effet, le jugement au fond serait valablement rendu par le tribunal qui aurait proclamé peut-être à tort sa propre compétence, et la volonté des parties aurait pu influencer sur l'organisation judiciaire que la société avait établie dans l'intérêt de la bonne justice.

Il serait inadmissible que, profitant de l'erreur d'une sentence, des parties puissent faire juger par un tribunal administratif sur la validité d'une inscription d'hypothèque ou sur la filiation d'un citoyen. Il en serait de même pour l'hypothèse d'un acte administratif déferé à l'appréciation d'un tribunal judiciaire, mais le législateur, redoutant plus particulièrement l'ingérence des tribunaux civils dans les matières administratives, a pris là une précaution supplémentaire en instituant le conflit de juridiction.

Il faut donner la même solution lorsqu'un plaideur a soulevé l'incompétence absolue du tribunal devant lequel il était conduit et que son exception a été re-

poussée : dans cette hypothèse, le défendeur est demandeur à l'exception.

La Cour de Rennes a bien spécifié qu'en semblable matière un acquiescement ne pouvait intervenir.

Dans un arrêt rendu le 12 décembre 1881 (1), elle déclare : « Considérant que l'appel de Dubos et Cie a eu pour objet de décliner la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire, les tribunaux de l'ordre administratif pouvant seuls, d'après les appelants, connaître de l'affaire. Considérant que l'incompétence à raison de la matière peut être proposée en tout état de cause : que cette règle reçoit exception, il est vrai, lorsqu'il y a chose jugée sur la compétence, mais qu'il n'y a chose jugée à cet égard qu'autant que le jugement qui a statué sur la compétence ne peut plus être réformé par la voie de l'appel, ni par une autre voie. Considérant que si Dubos et Cie ont volontairement exécuté l'ordonnance de référé du 11 novembre 1881 qu'ils ont frappée d'appel, les faits d'exécution par eux accomplis ne peuvent constituer de leur part qu'un acquiescement qui ne les rend pas non recevables à proposer aujourd'hui l'exception d'incompétence *ratione materie*, parce que cette incompétence ne peut être couverte ni par l'acquiescement, ni par l'exécution et qu'il ne dépend pas des parties de changer l'ordre des juridic-

(1) Rennes, 12 décembre 1881, S. 83.2.41.

tions (1). » Pas d'acquiescement possible, non plus, quand un tribunal s'est déclaré d'office incompétent pour connaître d'une demande portée devant lui.

Cela résulte bien d'un arrêt de la Cour de cassation (2). « Attendu, dit-il, que les matières qui intéressent l'ordre public ne peuvent faire l'objet d'un acquiescement ; qu'il en est ainsi notamment des dispositions de l'arrêt d'une Cour d'appel, qui, se basant sur le principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, s'est déclarée incompétente pour connaître du litige dont elle était saisie. Attendu, dans l'espèce, que si les époux Fournier, après avoir formé un pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Lyon qui s'était déclarée incompétente pour statuer sur leur demande, ont ensuite porté cette même demande devant le conseil de préfecture du Rhône, qui à son tour s'est déclaré incompétent, ils n'ont pas pu, en procédant ainsi, donner à l'arrêt susdit un acquiescement qui les rendait non recevables à en poursuivre la cassation en tant que les dispositions de cet arrêt seraient contraires à la règle de la séparation des pouvoirs (3). »

Toutes les règles que nous avons admises pour l'acquiescement tant du demandeur que du défen-

(1) Dans le même sens : Cass., 16 avril 1849, S. 49.1.410 ; Nancy, 2 juillet 1873, D. 74.2.77.

(2) Cass., 28 janvier 1902, S. 03.1.10.

(3) Dans le même sens : Cass., 9 avril 1906, S. 07.1.317.

deur découlent logiquement des principes du droit ; mais de plus elles sont confirmées par la loi.

L'article 249 du Code civil a dit en effet que « le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement ».

C'est bien là une défense formelle faite au défendeur d'acquiescer, mais cette limitation de la volonté ne coïncide pas avec la formule absolue de la jurisprudence.

L'article 249 parle du jugement qui prononce le divorce et de celui-là seul ; il y a donc liberté dans les autres cas. C'est laisser là, place à l'acquiescement du demandeur, tel que nous l'avons admis, car en matière de divorce, il conserve toujours la situation acquise. Et nous avons vu que l'article 249 doit être appliqué largement et qu'il ne régit pas uniquement le divorce.

Ainsi, tandis que l'acquiescement du défendeur doit toujours être écarté, celui du demandeur sera parfois valable quand, après l'avoir effectué, celui-ci se trouvera dans la même situation qu'avant l'instance.

Un arrêt montre bien la distinction qu'il faut établir : il admet l'acquiescement au jugement qui repousse la demande en divorce et détruit celui que l'on a donné au jugement qui sépare les époux (1).

(1) Nancy, 17 janvier 1891, S. 91.2.112.

« Attendu, dit-il, que, sans doute, aux termes de l'article 249 du Code civil, modifié par la loi du 18 avril 1886, sur la procédure du divorce, le jugement qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement, et que, par conséquent on ne peut se désister, par acte d'avoué à avoué, de l'appel relevé contre un jugement semblable. Attendu qu'il n'en est point ainsi d'un jugement rejetant une demande en divorce, comme dans l'espèce actuelle ; qu'aucun texte de loi ne prohibe l'acquiescement à un jugement de rejet de demande en divorce, ni par voie de conséquence le désistement de l'appel relevé contre une pareille décision. »

*Jugements interlocutoires.* — Les jugements interlocutoires faisant présager du fond sont susceptibles d'appel comme les jugements définitifs : c'est dire qu'ils peuvent, eux aussi, faire l'objet d'un acquiescement. Et lorsqu'il s'agit d'une instance touchant à l'ordre public, il faut rechercher si cet acquiescement peut, sans inconvénient, être abandonné à l'entière liberté des plaideurs.

M. Demolombe, après avoir reconnu que pour les jugements au fond l'acquiescement doit être toujours interdit au défendeur, et au demandeur toutes les fois qu'il entraînerait un changement, prétend que pour les jugements interlocutoires il est inutile de prendre de telles précautions. « L'acquiescement à un jugement interlocutoire, dit-il, qui aurait or-

donné l'enquête, surtout s'il résultait de l'exécution de ce jugement sans réserves, cet acquiescement paraîtrait devoir être maintenu ; car ce sont là des mesures d'instruction très importantes sans doute et qui peuvent avoir beaucoup d'influence sur le fond, mais enfin qui ne le décident pas encore et qui laissent d'ailleurs à la partie toute la liberté de sa défense (1). »

Puisqu'il est de la nature des jugements interlocutoires de préjuger le fond, il est certain qu'il peut y avoir pour le jugement définitif une importance très grande à ce que l'interlocutoire soit rendu dans un sens et non dans l'autre. Souvent du jugement interlocutoire dépendra l'issue du procès.

Un promeneur, par exemple, a été heurté par une automobile, et cet accident lui a causé des blessures graves. Il prétend que la faute en incombe au conducteur de la voiture et celui-ci soutient que le blessé ne doit s'en prendre qu'à sa propre imprudence. Il est certain que si le tribunal ordonne une expertise pour connaître la gravité des contusions ou des fractures, le défendeur sera condamné, car l'existence du préjudice est certaine, et la question essentielle de ce procès, qui consistait à savoir quel était l'auteur responsable de l'accident, est tranchée par ce simple jugement.

(1) Demolombe, *Traité du mariage*, t. II, éd. 1869, n° 490.

Donc, quand l'ordre public se soucie du jugement final, il ne peut se désintéresser du jugement interlocutoire.

Il peut y avoir le même danger à laisser, dans ce cas, les parties acquiescer librement, qu'à les autoriser à le faire pour un jugement ordinaire.

Et puisque, dans certains cas, l'interlocutoire doit logiquement faire pencher d'un côté la balance, que toutes les fois qu'il n'entraîne pas fatalement la solution du procès, il a, malgré tout, une très grosse influence, on ne peut dire avec M. Demolombe qu'il laisse à la partie toute la liberté de sa défense.

L'intérêt nous semblant ici le même que pour le fond, nous appliquerons à l'acquiescement les règles que nous avons précédemment indiquées pour lui quand il émane, soit du demandeur, soit du défendeur.

#### § 4. — Prohibition de l'acquiescement du demandeur à l'appel du défendeur.

Nous avons vu que dans la plupart des cas, le demandeur pouvait, dans les affaires d'ordre public, acquiescer au jugement qui le déboutait. Dans les cas où cela lui est permis, en effet, cet acquiescement ne change rien. En sera-t-il de même de l'acquiescement à l'appel du défendeur?

Cet acquiescement a un résultat identique au désistement : après avoir réfléchi, le demandeur

renonce à réclamer un changement à la situation qu'il a voulu modifier.

Le désistement ordinaire est permis, il en sera de même, semble-t-il, de l'acquiescement à l'appel.

Mais si ce contrat est analogue à un désistement, c'est un désistement qui se produit après coup, après qu'un jugement a consacré le changement réclamé. L'acquiescement du demandeur, après son échec, tend à revenir à un état de choses qui est demeuré intact, et c'est une soumission à la décision rendue ; tandis que l'acquiescement à l'appel opère bien une modification, puisque le jugement a tout changé. Il n'a pas acquis, certes, l'autorité de la chose jugée, mais tant qu'une autre sentence n'est pas venue l'infirmar, c'est lui qui fait loi.

L'acquiescement, volonté du demandeur, qui viendrait se joindre à la proposition du défendeur présentée sous forme d'appel, serait un contrat formé entre les plaideurs seuls et qui irait à l'encontre du jugement rendu, avec la prétention de bouleverser la situation nouvelle établie par la sentence du tribunal. On ne peut accepter cela.

*Exception. -- Divorce. —* Cependant, il est une catégorie d'instances pour lesquelles, en raison de leur nature particulière, nous admettons cet acquiescement à l'appel.

En matière de divorce ou de séparation de corps, le législateur laisse, maintes fois, percer son désir

de voir l'instance tomber en route ; il multiplie les formalités capables d'arrêter dans son cours la procédure de divorce.

C'est l'obligation pour le demandeur, spéciale au divorce, de présenter lui-même sa requête, de façon que le président puisse lui faire des observations et, si c'est encore possible, l'amener au pardon.

C'est la faculté de renouveler une fois l'essai de conciliation, si la première tentative, sans réussir, a laissé espérer que tout n'était pas définitivement compromis.

C'est la possibilité pour le tribunal, quand la procédure est terminée, d'ajourner sa décision à six mois pour laisser l'apaisement se produire.

Ce sont les nombreuses présomptions de réconciliation qui agissent tant pour la séparation de corps que pour le divorce.

C'est la durée, spéciale à ces deux instances, des délais d'opposition beaucoup plus longs que dans les autres matières. Le législateur veut prolonger l'espoir qu'à la société de voir surgir une opposition tendant à faire modifier le jugement qui a prononcé la dissolution du mariage ou la séparation des époux.

C'est la faculté qu'a le demandeur triomphant de renoncer au bénéfice du jugement en ne faisant pas transcrire dans le délai de deux mois.

Ces règles spéciales montrent bien pour la séparation de corps et pour le divorce surtout que la loi

n'entend les voir prononcer que lorsque tout espoir de rapprochement entre les époux est perdu : elle considère que l'ordre public est intéressé à ce qu'il en soit ainsi.

Il serait donc illogique de prohiber ici l'acquiescement à l'appel du défendeur : les principes spéciaux à la procédure de divorce et à celle de séparation de corps obligent à l'admettre.

## CHAPITRE IV

### DÉSISTEMENT DANS LES AFFAIRES QUI INTÉRESSENT L'ORDRE PUBLIC.

#### § 1. — Le désistement de la demande.

Le désistement de la demande se produit avant qu'aucun changement n'ait été opéré par une décision de justice.

Celui qui l'exerce tend à revenir à l'état de choses antérieur.

Le désistement d'appel a lieu après qu'un jugement a été rendu, et c'est à ce jugement que l'auteur du désistement se décide, après réflexion, à s'en remettre.

Ainsi le désistement d'instance arrête la procédure, alors que tout est encore dans le même état qu'avant la demande : dans les matières d'ordre public, il ne peut rien y avoir là qui puisse contrarier la collectivité ; et l'on s'accorde généralement à considérer ce désistement comme toujours possible.

Cependant quelques auteurs réclament des exceptions. Ils prétendent que dans certains cas où le demandeur n'est pas le seul intéressé, il n'est pas le

maître du procès et qu'une fois qu'il l'a entamé il est contraint de le poursuivre.

Ainsi Madier estime que même en première instance l'on ne peut se désister d'une demande en interdiction parce qu'il s'agit non seulement de l'intérêt du demandeur, mais aussi de celui du défendeur dont la protection est confiée à la société ; et que l'on ne peut, non plus, se désister d'une demande en réduction du prix d'un office, car « l'instance a créé une présomption que l'office a été cédé à un prix trop élevé, que la cession a été faite irrégulièrement ou frauduleusement. Or l'Etat a intérêt à faire la lumière sur de semblables fraudes ou irrégularités, et c'est pourquoi les tribunaux saisis doivent rester saisis (1) ».

La première exception qui a été confirmée par la jurisprudence est basée sur l'idée que l'instance n'est permise que dans l'intérêt du défendeur et que l'on ne doit pas, en l'arrêtant, risquer de compromettre la situation de ce principal intéressé.

La seconde exception est établie dans l'intérêt de la société.

Il est certain qu'en ce qui concerne l'interdiction, il est exagéré de dire que l'instance est introduite uniquement dans l'intérêt du défendeur. Le plus souvent, en effet, le demandeur qui appartient à la

(1) Madier, journal *La Loi*, 4 avril 1886.

famille de l'aliéné, et par là même est appelé à lui succéder, a un intérêt personnel important à ce que les biens de son parent soient bien administrés. Cependant le principal intéressé est bien le défendeur : c'est lui que dans tous les cas il s'agit de protéger en premier lieu. Et l'ordre public demande que l'administration d'un patrimoine ne soit pas laissée aux personnes inexpérimentées qui seraient capables de troubler l'ordre économique, de se réduire elles-mêmes à la misère et d'exciter à des actes répréhensibles les gens sans scrupules.

Or l'article 491 du Code civil, dans les cas ordinaires où l'aliénation n'est pas compliquée de fureur, donne mission aux seuls parents de provoquer l'interdiction. Ce n'est qu'en cas d'absence d'époux ou de parent que le Code donne au procureur de la République, représentant de la société, pouvoir de réclamer l'interdiction.

Ainsi, lorsque l'aliéné a des parents, c'est à eux que l'ordre public s'en remet du soin de le protéger. Il ne leur fait pas une obligation d'intenter la demande en interdiction lorsque leur proche est dans un état de démence qui nécessite cette mesure.

Il serait difficile, en effet, d'établir une sanction pour ce cas : l'appréciation du degré d'aliénation à partir duquel les membres de sa famille n'auraient pas le droit de rester dans l'inaction serait bien dé-

licate à faire, et cette opération risquerait de conduire à l'arbitraire.

Aussi, la loi, confiante dans les sentiments familiaux et dans l'élan donné par l'intérêt personnel, n'a pas pris une semblable mesure.

Mais une fois que la demande est formée, qu'il existe de grandes présomptions que le défendeur est en état de folie, l'intérêt de la société est que l'instance suive son cours.

S'il est possible que la demande ait été présentée à la légère et ne soit pas justifiée, l'on pourrait concevoir, en revanche, que le parent se laisse entraîner au désistement par des raisons bien étrangères à l'intérêt du défendeur.

Dans cette sorte d'affaire, il est certain que l'ordre public est intéressé, qu'un désistement pourrait lui être contraire ; qu'ainsi il faut le prohiber.

Et c'est ce qu'ont admis plusieurs arrêts.

C'est d'abord la Cour de Nancy qui déclare (1) : « Considérant que la demande en interdiction touche essentiellement à l'ordre public. Qu'elle n'est pas intentée seulement dans l'intérêt du demandeur, mais aussi dans l'intérêt de celui contre lequel l'interdiction est poursuivie. Qu'il suit de là que, soit en première instance, soit devant la Cour, lorsque l'appel a été formulé, le désistement de l'action ne saurait être

(1) Nancy, 15 juin 1865, S. 66.2.151.

valable, le devoir et le droit des magistrats étant de vérifier la situation qui leur a été soumise pour la régler conformément aux intérêts divers qu'elle met en question. »

La Cour de Lyon est du même avis (1). « Considérant, dit-elle, que dans l'espèce le désistement des demandeurs aurait eu le caractère d'une renonciation tant à la procédure commencée qu'à l'action elle-même, mais que l'action en interdiction étant exercée dans l'intérêt de la partie défenderesse et dans un but d'ordre public, il ne peut être permis d'y renoncer d'une manière absolue. »

La Cour de cassation, elle-même, a consacré cette doctrine (2).

Les motifs que l'on a de traiter ainsi le désistement quand il y a demande d'interdiction sont identiques quand on est en présence d'une demande en dation de conseil judiciaire. Là aussi, il s'agit de protéger contre lui-même un incapable et l'intérêt du demandeur et de la société veut que l'instance ne soit pas arrêtée par le caprice de celui qui l'a intentée (3).

Les mêmes raisons qui viennent d'être exposées sont applicables aussi à la seconde hypothèse que M. Madier nous expose.

La prohibition de vendre les offices ministériels

(1) Lyon, 14 juillet 1853, S. 53.2.618.

(2) Cass., 13 novembre 1883, S. 84.1.328.

(3) Paris, 19 juin 1884, S. 02.2.90.

au-dessus du prix fixé par la Chancellerie a été formulée dans l'intérêt général et se trouve au premier chef dans les lois d'ordre public.

Il est donc naturel que lorsque l'introduction d'une demande en réduction fait présumer que cette prohibition a été violée, la société n'admette pas qu'une transaction puisse étouffer l'affaire et qu'elle exige que celle-ci se poursuive jusqu'au bout.

## § 2. — Le désistement d'appel.

Le désistement d'un appel présente avec l'acquiescement une grande ressemblance, car leurs effets sont identiques. Le plaideur, qui après avoir appelé, se désiste lorsque les délais fixés pour l'appel sont expirés, se résout à l'exécution du premier jugement sans garder d'espoir de le voir transformer.

Et c'est bien à cela qu'aboutit la partie qui acquiesce : elle se soumet au jugement rendu, en s'interdisant à elle-même d'user des voies de recours habituelles.

Il en est de même pour le désistement d'opposition qui est une renonciation à une voie de recours déjà exercée. Un arrêt de cassation reconnaît son analogie avec l'acquiescement (1).

Mais lorsque le désistement d'appel ou d'opposition se produit avant l'expiration du délai fixé pour

(1) Cass., 3 mars 1902, S. 02.1.167.

le recours, il n'est point irrévocable, et tant que l'on est dans cette période, l'appel ou l'opposition peut être renouvelé. Aussi, une partie de la doctrine prétend-elle que dans ce cas le désistement d'appel ne peut être assimilé à l'acquiescement qui a toujours des effets définitifs.

Tel est l'avis de M. Lacoste qu'il expose dans le commentaire d'un arrêt (1) : « Le désistement d'appel est-il un acquiescement à la décision des premiers juges ? L'affirmative doit, croyons-nous, être admise lorsque le délai d'appel se trouve expiré au moment où le désistement se produit. Le plaideur ne peut plus former appel et il ne lui reste ni la ressource du pourvoi en cassation ni celle de la requête civile, ces deux voies de recours supposant un jugement en dernier ressort ; en se mettant ainsi par un acte de sa volonté dans l'impossibilité de recourir contre le jugement qu'il avait d'abord attaqué, il a montré qu'il accepte ce jugement et se soumet à la décision du tribunal.

Si le désistement a lieu avant l'expiration du délai d'appel, et s'il ne porte d'ailleurs que sur l'instance, il semble que le plaideur qui se désiste n'acquiesce pas au jugement et qu'il peut interjeter de nouveau appel avant l'expiration du délai. »

En pratique cette différence entre le désistement qui intervient avant la fin du délai d'appel et celui

(1) S. 95.1.81.

qui est fait après ne produit que bien rarement des résultats, car il faut concevoir que dans cet espace de temps relativement court, qui est accordé pour interjeter appel ou faire opposition, le plaideur condamné change trois fois d'avis.

Et si ce désistement prématuré ne conduit pas forcément à une situation définitive, il donne cependant au jugement de première instance une force qu'il n'avait pas antérieurement.

L'identité étant à peu près complète entre ces désistements et l'acquiescement, il est logique de leur appliquer les mêmes règles lorsqu'il s'agit de ces affaires spéciales qui concernent l'ordre public.

Ainsi, lorsque l'appel est interjeté par le demandeur, nous admettons le désistement s'il ramène purement et simplement les parties dans la situation qu'elles avaient avant tout procès.

Si au contraire il émane du défendeur, ou si en se désistant le demandeur aliène des droits qu'il possédait auparavant, il faudra refuser tout effet au désistement et l'appel pourra être repris quand il plaira à son auteur, sans que l'adversaire puisse invoquer la renonciation.

C'est qu'on retrouve ici les mêmes raisons que pour l'acquiescement de ne pas laisser les parties libres d'opérer à elles seules un changement. Il ne faut pas qu'une convention passée en dehors de la

société puisse nuire à cette dernière qui avait des intérêts au procès.

L'assimilation avec l'acquiescement du désistement d'appel ne peut entraîner des conséquences illogiques pour le cas où le désistement n'amènerait pas une situation irrévocable et où l'appel pourrait être renouvelé : dans les affaires touchant à l'ordre public, en effet, l'application des règles de l'acquiescement au désistement d'appel empêche quelquefois celui-ci de se produire.

Là est la seule dérogation à la règle ordinaire. Donc qu'importe que l'on puisse ou non revenir sur ce désistement quand on l'a empêché d'avoir lieu. La distinction entre le cas où l'appel est renouvelable et celui où les délais sont expirés est ainsi supprimée à la base.

M. Guillemot prétend également qu'il faut se garder d'assimiler l'acquiescement et le désistement d'appel parce que, selon lui, la nature de ces deux contrats n'est pas absolument identique.

« Ce qui les différencie, à ses yeux, c'est que le désistement est moins qu'un acquiescement. Qu'il soit proposé en appel ou en première instance, le désistement est un acte négatif qu'on ne rencontre jamais qu'au cours d'un procès.

« En se désistant, l'appelant renonce à ses prétentions et propose uniquement d'abandonner l'instance.

« Cette désertion en appel équivaut souvent à une

reconnaissance du droit de l'adversaire, à un acquiescement, mais si pratiquement on peut la considérer comme telle, théoriquement il faut s'en abstenir, car il n'est pas évident que cette interprétation de volonté soit exacte. Ce qui est notoire, c'est que l'appelant se retire, mais il est téméraire d'inférer de cette abdication qu'il reconnaît la légitimité des arguments de son contradicteur, il avoue seulement que les siens sont impuissants à prouver son bon droit. L'acquiescement, au contraire, est un acte affirmatif par lequel on reconnaît fondée la demande de son contradicteur. Se soumettre à ses prétentions, voilà le fait de l'acquiesçant, et l'on voit aisément que cet acte peut être extra-judiciaire (1). »

Malgré ces distinctions théoriques bien subtiles, M. Guillemot reconnaît que pratiquement le désistement d'appel et l'acquiescement sont identiques, et cela nous suffit, puisque nous recherchons uniquement si dans les affaires touchant à l'ordre public les mêmes règles peuvent leur être appliquées, s'il faudra les prohiber dans les mêmes cas et les admettre dans des circonstances semblables. Et nous avons adopté cette identité de réglementation que combat une partie de la doctrine. Plusieurs jurisconsultes croient qu'il faut permettre dans tous les cas le désistement d'appel parce que ce n'est que la renonciation à un droit dont on était libre de ne pas se servir.

(1) Guillemot, *Le désistement d'appel*, thèse Paris, 1908.

M. Carpentier formule ainsi cet avis : « Aucun pouvoir au monde ne pourrait forcer une partie à former appel contre un jugement qu'il lui plaît de rendre définitif : en se désistant de l'appel qu'elle a formé, elle se met dans la même situation que si elle n'en avait interjeté aucun (1). »

Et pour les partisans de cette théorie, l'ordre public ne peut jamais être compromis, car le contrôle du premier jugement l'aura sauvegardé. La modification ne vient pas de la volonté des parties, mais des juges qui doivent tenir compte de l'intérêt de la société.

C'est le même raisonnement que nous avons trouvé pour l'acquiescement. L'on peut cependant concevoir que ce contrôle du tribunal de première instance ne soit pas bien exercé et que l'intérêt de la société soit compromis ; les volontés des parties pourraient alors donner effet à ce jugement quand l'existence d'un appel a fait naître des doutes sur la valeur de cette première sentence.

C'est bien ce qu'admettent d'autres auteurs qui veulent que l'on assimile le désistement d'appel avec l'acquiescement dans tous les cas, et que dans tous les cas on leur applique les mêmes règles.

Pour Curet, en matière de divorce, « de ce que l'acquiescement n'est pas possible, il résulte que l'é-

(1) Carpentier, *La loi du 18 avril 1886 et la jurisprudence en matière de divorce.*

poux défendeur ne peut se désister d'un appel déjà formé (1) ».

Dans un article, M. Tissier expose très clairement les raisons qu'il y a d'opérer le rapprochement et critique la théorie opposée : « Si les délais d'appel, dit-il, sont expirés lors du désistement, celui-ci produit les mêmes effets qu'un acquiescement. Dans ce cas le désistement n'a pas plus de valeur que l'acquiescement lui-même. Mais s'il est encore temps de faire appel, le désistement ne doit-il pas être reconnu valable ? On l'a admis : en effet en pareil cas on peut dire que si le jugement devient définitif, ce n'est pas par suite du désistement de l'appel, mais par l'expiration des délais légaux.

« Nous croyons plus sûr cependant d'étendre au désistement d'appel la règle formulée par la loi pour l'acquiescement. L'acte d'appel a créé une situation nouvelle qu'il ne dépend plus de l'appelant de modifier ; sa volonté ne peut avoir aucun effet pour donner au jugement un caractère définitif ; une fois l'appel formé, il ne peut pas plus le retirer qu'il ne pourrait, en faisant défaut devant la Cour, empêcher l'instance de se poursuivre. Si on donne effet au désistement et si les délais viennent à expirer sans nouvel appel, la vérité est que le jugement devient définitif non seulement par suite de l'expira-

(1) Caret, *Code du divorce*.

tion des délais légaux, mais aussi par l'effet de l'acte de désistement dans lequel l'époux contre qui le divorce va être prononcé a manifesté sa volonté de retirer l'appel formé ; cet acte ne peut avoir aucune efficacité ; l'appel doit donc être jugé (1). »

M. Guillemot, lui, est d'avis qu'il est possible d'effectuer dans tous les cas le désistement d'appel. Ainsi une fois qu'il se serait produit, le tribunal d'appel serait dessaisi et ne pourrait plus modifier le jugement devenu alors intangible.

Toutefois la thèse se termine par un souhait de son auteur, « que les juges d'appel, quand ils en sont saisis, examinent, si le désistement est ou n'est pas frauduleux, la conséquence d'une collusion des parties, et d'autre part si le jugement qui en est l'objet renferme des dispositions contraires à l'ordre public ».

Donc M. Guillemot désire que tout ne soit pas complètement terminé par le désistement, mais que le tribunal d'appel exerce un contrôle au profit de l'ordre public, examine le jugement rendu et les circonstances dans lesquelles le désistement intervient.

Nous demandons, nous, que dans certains cas, le tribunal supérieur continue l'examen de l'affaire, malgré le désistement, et rende un jugement sur le fond.

M. Guillemot réclame une décision qui dise si le

(1) Tissier, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1898.

jugement a respecté l'ordre public, si le désistement n'a pas été frauduleux. Il oblige donc le tribunal supérieur à examiner l'affaire même après le désistement.

Qu'importe donc que l'arrêt soit rendu sur le fond pour confirmer ou modifier le premier jugement ou qu'il déclare que l'ordre public a été ou n'a pas été respecté. En effet, puisque l'ordre public est mêlé à ces instances, il est bien certain que toutes les fois que le tribunal d'appel sera en désaccord sur le fond avec le jugement, il dira que l'ordre public est atteint.

Le système de M. Guillemot ne conduit pas à une économie de temps, et les résultats sont les mêmes que ceux que nous avons indiqués. Notre théorie conduit à la réalisation de son vœu.

*Jurisprudence.* — Si la doctrine n'est pas toujours d'accord sur ces points, la jurisprudence, là comme dans tout le domaine des affaires d'ordre public, est très divisée, et l'on rencontre des arrêts qui viennent à l'appui de toutes les thèses.

Tout d'abord, pendant que certains tribunaux nient que le désistement d'appel et l'acquiescement soient identiques, il y a des arrêts qui assimilent ces deux actes et déclarent « que le désistement de l'appel équivaut à un acquiescement (1) ». Ils leur appli-

(1) Caen, 15 décembre 1826, S. 27.2.190 ; Paris, 30 novembre 1893, D. 94.2.98 ; Bordeaux, 21 novembre 1906, S. 07.2.294.

quent le même traitement, ce qui est conforme à la théorie que nous avons présentée.

La Cour de Nancy montre bien sa volonté de procéder ainsi (1) :

« L'acquiescement à un jugement prononçant le divorce étant nul, dit-elle dans un arrêt de 1891, est nul le désistement d'appel d'un jugement prononçant le divorce. L'acquiescement à un jugement repoussant une demande en divorce étant possible, le désistement de l'appel d'un tel jugement est possible. »

Ce sont bien là les règles que nous avons posées pour l'acquiescement. D'autres arrêts se prononcent dans le même sens, interdisant le désistement d'appel dans des cas où nous avons vu qu'un acquiescement ne doit pas se produire.

Ainsi, quand un divorce a été prononcé (2) ou quand il s'est agi de donner un conseil judiciaire à un prodigue (3). Ces arrêts sont très nets : la Cour de Caen se prononce ainsi : « Considérant que le jugement dont est appel a été rendu sur une demande en dation de conseil judiciaire ; que cette demande intéresse l'ordre public, comme toutes celles qui touchent à l'état et à la capacité des personnes, qu'on

(1) Nancy, 17 janvier 1891, S. 91.2.112.

(2) Paris, 30 novembre 1893, D. 94.2.98 ; Bordeaux, 21 novembre 1906, S. 07.2.294.

(3) Paris, 19 juin 1884, S. 02.2.90 ; Paris, 6 juillet 1899, S. 00.2.115 ; Caen, 27 décembre 1899, S. 02.2.89.

ne saurait par suite accueillir le désistement dont l'appelant demande acte. »

En dehors des arrêts relatifs à la séparation de corps que la jurisprudence traite de façon spéciale, nous trouvons de nombreuses décisions qui admettent le désistement d'appel dans les mêmes matières où nous venons de voir que certaines cours le prohibaient (1).

Les arrêts rendus en ce sens sont à peu près aussi nombreux que ceux qui consacrent la thèse opposée.

Les sentences qui admettent le désistement d'appel s'appuient presque toutes sur le fait que cet acte n'entraîne pas des effets irrévocables tant que les délais d'appel ne sont pas expirés.

La Cour de Lyon invoque à la foi cet argument et celui qui résulte de la faculté qu'a le plaideur de ne pas recourir à la voie de l'appel : « Considérant, dit-elle, qu'aucune disposition légale n'interdit le désistement d'appel en matière de divorce ; que l'article 249, aux termes duquel le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement, ne saurait être étendu par analogie au désistement de l'appel ; que ce texte a uniquement pour objet d'empêcher celui des époux contre lequel

(1) Pour conseil judiciaire : Cass., 27 juillet 1874, S. 02.1.91 ; Rennes, 14 décembre 1893, S. 95.2.135. — Pour divorce : Rouen, 5 janvier 1895, S. 97.2.207 ; Rouen, 30 janvier 1897, S. 97.2.239 ; Lyon, 26 février 1907, S. 07.2.294.

le divorce a été prononcé de consentir à l'exécution immédiate de la décision avant l'expiration des délais que la loi lui accorde pour attaquer cette décision, et de renoncer ainsi définitivement aux voies de recours qui lui sont ouvertes ; que telle n'est pas la situation au cas de désistement d'appel, l'appelant qui se désiste pouvant, tant qu'il se trouve dans les délais, former un nouvel appel ; qu'au surplus il paraît naturel que la partie condamnée qui pouvait par son inaction laisser le jugement acquérir l'autorité de la chose jugée puisse, après l'expiration des délais, renoncer à son appel et s'incliner devant la décision rendue ; que dès lors le désistement d'appel doit être valable. »

Un arrêt de Douai, tout en laissant entendre qu'il voudrait prohiber le désistement d'appel en matière d'accident du travail, l'admet à contre-cœur, parce qu'un texte inopportun qui s'est glissé dans une loi de finance l'autorise implicitement.

C'est avec raison que les juges de Douai considèrent ce texte comme exceptionnel, car, à la différence de l'article 249 du Code civil, l'article 46 de la loi du 17 avril 1906 est contraire aux principes.

L'arrêt est ainsi conçu (1) : « Attendu que par jugement en date du 27 mai 1908, le tribunal civil de Béthune, faisant droit à une demande de revision introduite conformément aux dispositions de la loi

(1) Douai, 9 novembre 1908, S. 09.2.316.

du 9 avril 1898 par la Compagnie des mines de Courrières, a réduit à 430 fr. 98 la rente à servir à son ouvrier Deprez, qui avait été victime d'un accident du travail. Attendu que celui-ci a interjeté appel de ce jugement suivant exploit en date du 19 juin 1908 ; mais que par acte du palais en date du 17 octobre 1908, il s'est désisté de son appel. Attendu que la Compagnie des mines de Courrières s'est refusée à accepter ce désistement pour la raison que les jugements rendus dans les matières qui intéressent l'ordre public ne peuvent faire l'objet d'un acquiescement. Attendu qu'il n'est pas douteux que la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail intéresse l'ordre public, et qu'après l'expiration des délais légaux, le désistement d'un appel équivaut à un acquiescement. Mais attendu que la loi de finances du 17 avril 1906 dans son article 56 dispose : « Le paragraphe 3 de l'article 22 de la loi du 22 mars 1902 sur les accidents du travail est modifié ainsi qu'il suit : Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel, et le cas échéant à l'acte par lequel est signifié le désistement d'appel. » Attendu que cette disposition qui se trouve aujourd'hui incorporée à la loi du 9 avril 1898 est formelle et implique la validité du désistement en matière d'accidents du travail. Par ces motifs. Dit valable et régulier le désistement signifié à la requête de Deprez, lui en donne acte. »

Ce texte ne suffit pas pour permettre au désistement d'appel de se produire dans toutes les affaires qui touchent à l'ordre public, et il n'est pas de décision de justice admettant cette opération qui ait songé à s'en prévaloir en dehors de l'espèce que nous venons de voir.

Mais il est certain qu'aussi longtemps que cet article malencontreux persistera, l'on devra, dans les affaires relevant de la loi du 9 avril 1898, considérer comme valable le désistement d'appel, au moins quand il émane de l'ouvrier. En matière de séparation de corps, il n'y a pas non plus unanimité dans la jurisprudence. Les arrêts qui acceptent le désistement d'appel sont ici plus nombreux que dans les autres matières.

Nous avons déjà constaté ce phénomène en examinant l'acquiescement.

Ces décisions sont motivées comme celles qui acceptent le désistement d'appel dans les autres matières. Mais plusieurs expriment ici plus nettement l'idée que le désistement d'appel n'offre aucun danger, puisque le jugement rendu opère un contrôle. Ainsi, la Cour de Poitiers dit (1) : « Considérant qu'en se désistant de l'appel qu'il avait interjeté du jugement dont il s'agit, Corderay n'a fait qu'user du droit de

(1) Poitiers, 16 janvier 1849, S. 51.2.35. — Dans le même sens : Cass., 11 mai 1853, S. 53.1.574 ; Bordeaux, 20 janvier 1890, S. 99.4.144 ; Orléans, 5 novembre 1853, S. 54.2.241.

se soumettre à la décision des premiers juges. Qu'en cela il n'a fait que reconnaître la sagesse de cette décision rendue en parfaite connaissance de cause après plaidoiries respectives et conclusions du ministère public, et fondée sur des faits établis par les déclarations de nombreux témoins entendus contradictoirement, ce qui exclut toute idée de collusion ou de consentement mutuel ; qu'ainsi la volonté de la loi et l'ordre public ont été suffisamment respectés et protégés, et que, par suite, il y a lieu de donner acte du désistement. »

Quelques tribunaux ont cependant empêché de se désister le plaideur qui a fait appel du jugement prononçant la séparation (1).

Dans un arrêt, l'assimilation faite entre le désistement et le silence gardé pendant les délais d'appel est fortement combattue.

« Attendu, dit la Cour de Caen, qu'on ne peut raisonnablement assimiler le désistement d'un appel au silence que la partie aurait gardé pendant le délai prescrit pour l'interjeter, cas auquel, comme dans celui du désistement, le jugement acquerrait la force de la chose jugée, parce que le délai d'appeler était commandé par la nécessité de mettre un terme au procès, parce que la loi donne à l'appelant un moyen également efficace de terminer le procès en faisant statuer sur l'appel par l'autorité supérieure. »

(1) Caen, 15 décembre 1826, S. 27.2.190 ; Paris, 4 juin 1892, S. 92.2.279.

Un arrêt récent estime qu'en admettant même que l'article 249 ait été rédigé uniquement en vue du divorce, il faudrait l'appliquer maintenant à la séparation de corps, puisque celle-ci, depuis la loi du 6 juin 1908, est un divorce en puissance. Cette loi, en effet, donne à tout époux séparé la faculté de faire convertir au bout de trois ans la séparation en divorce. Cet arrêt explique ainsi sa théorie (1) : « Si aux termes de l'article 249 du Code civil l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement, le désistement, qui n'est qu'un acquiescement à l'arrêt, ne doit pas, pour des raisons identiques, être valable, s'il n'est soumis à la justice et validé par elle. Il en est de même aujourd'hui pour les arrêts de séparation de corps, puisque depuis la loi du 6 juin 1908 chacun des époux séparés peut, après trois ans, obtenir de plein droit la conversion du jugement de séparation de corps en jugement de divorce, si bien que maintenant tout jugement de séparation de corps est un jugement éventuel de divorce. »

Cette décision semble admettre le caractère restrictif de l'article 249 et indiquer que depuis la loi de 1908 seulement l'on doit prohiber l'acquiescement et le désistement d'appel en matière de séparation.

A notre avis, cette loi n'a pas eu un effet aussi grand et l'article 249 a toujours dû être largement

(1) Nancy, 13 juin 1909, *Gaz. Pal.*, 17 mars 1909.

appliqué : cependant cette loi est venue porter une nouvelle atteinte à la théorie habituelle de la jurisprudence, en diminuant les différences qui existent entre le divorce et la séparation, rendant ainsi plus illogique encore la diversité de traitement qu'on veut leur appliquer.

Les arguments de la Cour de Nancy n'ont pas convaincu les tribunaux habitués à traiter la séparation de corps d'une façon particulière, puisqu'en 1910, la Cour de Bordeaux déclare (1) : « Malgré quelques controverses, la jurisprudence, avant la loi de 1886, tendait à considérer comme valable l'acquiescement au jugement de séparation de corps, la jurisprudence est bien établie aujourd'hui sur ce point. »

*Désistement tacite.* — Le désistement d'appel peut être exprès ou résulter d'un défaut-congé.

Quel que soit le mode employé, les règles demeureront identiques. Si le désistement n'est pas possible, le tribunal du second ressort examinera l'affaire bien que l'appelant ne soit pas présent, et le premier jugement pourra se voir réformer.

Quand l'ordre public n'est pas intéressé, la liberté des parties est complète et l'on n'examine pas les mérites de la sentence intervenue lorsqu'il y a défaut-congé de la part de l'appelant. Mais il ne faut pas

(1) Bordeaux, 11 mai 1910, S. 11.2.49.

que par ce moyen la société puisse être lésée, et dans le cas où ce serait possible, on fait une exception à la règle ordinaire.

La jurisprudence est bien fixée sur ce point. Dans le rapport qui a précédé un arrêt de cassation du 23 octobre 1889, M. le conseiller Féraud-Giraud l'indique bien : « Nous disons que s'il est de règle d'après la jurisprudence que lorsque l'appelant ne se présente pas pour soutenir son appel, le jugement doit être confirmé sans vérification, sans contredire à ces principes, votre jurisprudence en écarte l'application lorsqu'il s'agit de matières qui tiennent à l'ordre public (1). »

Et il cite les motifs d'un arrêt (2) : « Attendu que dès lors le devoir des juges de première instance, et après eux, le devoir des juges d'appel, était d'examiner si le partage qui leur était soumis au nom des mineurs se trouvait ou non conforme aux règles dont il s'agit, et qu'il n'a pu dépendre du tuteur en s'abstenant de soutenir l'appel interjeté au nom des mineurs, d'enlever à ceux-ci leur garantie légale, et de mettre le ministère public et la Cour d'appel dans l'impossibilité d'exercer la surveillance dont la loi leur fait un devoir. »

Cet arrêt montre bien que l'affaire n'est pas la pro-

(1) Cass., 23 octobre 1889, S. 90.1.61.

(2) S. 50.1.369.

priété exclusive de celui qui l'intente lorsque l'ordre public y est mêlé, et qu'il ne peut à son gré laisser ou non se produire une décision de justice.

L'arrêt rendu à la suite de ce rapport prohibait à son tour semblable désistement et s'exprimait ainsi (1) : « Attendu que lorsqu'à la suite d'un jugement rendu en cette matière, l'une des parties a régulièrement investi les juges d'appel, il est du devoir de ceux-ci d'examiner si le divorce qui a été prononcé par les premiers juges a été légalement déclaré, et il ne peut dépendre de l'appelant par son abstention de soutenir l'appel qu'il a interjeté, de mettre la Cour d'appel dans l'impossibilité d'exercer le contrôle dont la loi lui fait un devoir et de l'obliger à maintenir une décision qu'elle considérerait comme ayant été illégalement prononcée. »

Avec la règle que nous avons adoptée, il était impossible de laisser se produire un désistement détourné dans les cas où il aurait été prohibé s'il avait été expressément accompli.

### § 3. — Désistement d'opposition.

Pas plus que le désistement d'appel, le désistement d'opposition ne doit être admis sans réserves dans les affaires d'ordre public. Comme lui il produit les mêmes effets que l'acquiescement lorsque l'expira-

(1) Cass., 23 octobre 1889, S. 90.1.61.

tion des délais légaux ne permet plus de former opposition à un jugement rendu par défaut. Et nous le prohibons dans les mêmes cas où nous estimons que le désistement d'appel ne doit pas intervenir.

Puisque nous avons admis qu'en cas d'appel, il faut apporter certaines restrictions à la liberté de se désister, à plus forte raison doit-on le faire lorsqu'il s'agit d'opposition.

Après désistement d'appel, en effet, l'on reste en présence d'une décision qui peut être inexacte, mais qui a été rendue avec toutes les précautions désirables : les deux adversaires ont émis et développé leurs prétentions.

Après désistement d'opposition, l'on reviendrait à un jugement qui a été prononcé avec le minimum de garanties. Le défendeur a gardé le silence, et de cette manière il est possible que des décisions soient obtenues des tribunaux après une entente des parties, faite, peut-être, dans les affaires d'ordre public, au détriment de la société.

Ayant admis que parfois le désistement d'appel devait être écarté, nous n'hésiterons donc pas à prendre les mêmes mesures en cas d'opposition.

Puisque la ressemblance est grande entre le désistement de l'opposition et celui de l'appel, nous devons nous attendre à rencontrer dans la jurisprudence les mêmes hésitations que nous avons vues précédemment.

Comme pour le désistement d'appel, des arrêts admettent que les règles doivent être semblables à celles qui régissent l'acquiescement ; c'est cette solution que la Cour de cassation a adoptée le 3 mars 1902 lorsqu'elle a déclaré (1) : « Que le désistement d'une opposition qui avait été faite le 27 septembre 1898 constituait un mode d'acquiescement à l'arrêt de défaut, et, par conséquent, était frappé d'une nullité d'ordre public, puisqu'il s'agissait d'une matière intéressant les droits de la puissance paternelle. »

Antérieurement la Cour suprême avait estimé que le désistement d'opposition ne devait pas être traité comme l'acquiescement, et elle prohibait cette seconde opération quand elle admettait la première disant (2) : « Attendu que vainement le demandeur soutenait que la mainlevée constituait un pacte sur l'état civil d'Emmanuel et n'avait aucune valeur juridique ; que sans doute Emmanuel ne pouvait pas donner un acquiescement valable au jugement rendu contre lui, mais qu'il avait le droit de se désister d'un acte de procédure qu'il était libre de ne pas faire. » Un autre arrêt accepte un tel désistement (3), mais comme il s'agit dans l'espèce examinée par la Cour d'Orléans de séparation de corps, cette décision est d'accord avec la majorité des tribunaux qui se sont prononcés sur cette matière.

(1) Cass., 3 mars 1902, S. 02.1.167.

(2) Cass., 12 janvier 1875, S. 75.1.117.

(3) Orléans, 5 novembre 1853, S. 54.2.240.

Mais les arrêts qui laissent pleine liberté aux plaideurs aboutissent parfois à des situations insoutenables.

Ainsi l'arrêt de cassation du 12 janvier 1875 que nous venons d'examiner a reconnu la validité d'un désistement d'opposition relatif à un jugement qui prononçait une interdiction.

Voilà cependant une matière où, au premier chef, les conventions des parties ne peuvent avoir aucune influence. Et puisqu'il serait impossible de faire acquérir à l'aliéné l'état d'interdit en obtenant son consentement, on ne doit pas admettre qu'un accord de volontés puisse se faire entre le demandeur en interdiction et le futur interdit pour attribuer prématurément l'autorité définitive au jugement.

Ainsi l'on doit proscrire le désistement d'opposition, chaque fois qu'il hâterait un changement apporté à la situation existante, et cela, aussi bien lorsqu'il s'agit d'un arrêt que d'un jugement rendu par défaut.

Un arrêt de cassation n'hésite même pas, pour proclamer sa volonté d'enlever en ces matières le désistement à la discrétion des parties, à décider qu'une renonciation à opposition faite contre un jugement qui avait, par défaut prononcé la nullité d'un mariage, ne devait pas être prise en considération bien que, grâce à elle, un second mariage ait été ensuite perpétré.

Bien qu'il y ait en l'espèce de graves raisons pratiques pour accepter comme définitive la nullité du premier mariage, la Cour de cassation n'a pas voulu laisser libres les parties dans une matière qui intéresse aussi fortement l'ordre public.

La Cour d'Amiens avait déjà déclaré inefficace le désistement d'opposition sans reculer devant les conséquences graves qu'entraînerait semblable décision (1).

La Cour de cassation a confirmé (2), et les motifs qu'elle a donnés méritent d'être cités. Les voici : « Attendu que pour déclarer non recevable l'opposition formée au jugement par défaut qui a prononcé la nullité du mariage d'Albert Boissaye et d'Elisa Pradal, l'arrêt dénoncé se fonde, en troisième lieu, sur ce que ceux-ci, considérant ce jugement comme définitif, ont contracté l'un et l'autre de nouvelles unions ; qu'ils se sont ainsi placés dans une situation absolument inconciliable avec la prétention qu'ils avaient d'abord formulée et qu'ils ont créé eux-mêmes un obstacle d'ordre public à la recevabilité de leur action. Mais attendu que l'état des personnes est fixé par la loi et que nul ne peut, par sa volonté, se constituer dans la société et dans la famille une situation autre que celle qui lui appartient légale-

(1) Amiens, 26 juin 1901, S. 04.2.34.

(2) Cass., 4 novembre 1901, S. 03.1.273. — Dans le même sens : Cass., 3 mars 1902, S. 02.1.167.

ment ; que les contestations qui s'élèvent à ce sujet ne peuvent être tranchées que par les tribunaux et qu'on ne saurait opposer aux parties dans une matière qui intéresse au plus haut point l'ordre social l'adhésion qu'elles auraient donnée, sous quelque forme qu'elle se soit produite, à une décision non passée en force de chose jugée par l'expiration des délais impartis pour l'attaquer ; que l'argument tiré de ce qu'Albert Boissaye et Elisa Pradal auraient créé eux-mêmes par leurs nouvelles unions un obstacle d'ordre public à la recevabilité de leur action est sans valeur en présence des dispositions de l'article 184 du Code civil qui autorise expressément les époux à demander la nullité du second mariage qu'ils ont contracté avant la dissolution du premier, que l'arrêt dénoncé a donc violé l'article de la loi susvisé. »



## CONCLUSION

Si les questions que nous venons d'examiner ont suscité des théories très diverses, c'est que malgré leur importance la législation les a presque complètement négligées.

Assurément on peut les résoudre en s'inspirant des principes généraux du droit et en s'aidant de quelques textes qui n'ont pas été rédigés dans ce but ; mais jamais une théorie qui doit à la fois régir le désistement d'instance, l'acquiescement, le désistement d'appel dans toutes les conditions où ces actes peuvent intervenir, ne parviendra à rallier tous les suffrages et à éviter les disparités d'opinions.

En ce qui concerne l'acquiescement, le législateur a voulu trancher la question. Emu par les contradictions qui sur ce point existaient dans la jurisprudence et la doctrine, il a rédigé l'article 249.

Mais son but n'a pas été complètement atteint parce que déjà en 1886 sévissait la méthode fâcheuse qu'emploient aujourd'hui nos parlementaires.

Fréquemment, dans une loi spéciale, ils introduisent une disposition générale : l'on n'a point toujours l'idée d'aller rechercher où elle se trouve cette nouvelle réglementation et les recherches deviennent

laborieuses ; de plus il y a toujours des doutes sur le point de savoir quelle est la portée exacte de la loi, si vraiment elle doit être entendue largement ou s'il faut en restreindre l'application.

C'est ce dernier inconvénient qui s'est produit pour l'article 249 : et cet article qui devait supprimer les diversités d'opinions n'a fait que susciter des discussions nouvelles.

Il faut toutefois remarquer la bonne volonté du législateur de 1886 qui a désiré mettre fin à des controverses et apporter une certaine unité dans la jurisprudence.

Aujourd'hui les controverses n'ont point cessé. Il serait bon d'y apporter un terme par une loi qui ne garderait aucune ambiguïté.

La question en vaut bien la peine, puisqu'il s'agit des affaires qui à l'heure actuelle intéressent le plus particulièrement la Société.

Quelques articles suffiraient pour tout régler : l'article 249 résoudrait presque complètement la question de l'acquiescement s'il ne parlait pas spécialement du divorce ; ainsi des textes analogues parviendraient à nous donner sur ces points une situation claire, supprimeraient les contradictions perpétuelles de la jurisprudence capables de faire douter le plaideur de l'infailibilité de la justice.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                 | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE I. — Du désistement et de l'acquiescement.                                             | 1     |
| § 1. — Définition du désistement. — Sa nature . . .                                             | 1     |
| § 2. — L'acquiescement. — Sa nature . . . . .                                                   | 5     |
| § 3. — Influence du caractère d'ordre public sur le<br>désistement et l'acquiescement . . . . . | 9     |
| CHAPITRE II. — Les lois d'ordre public. — Recherche<br>d'un critérium . . . . .                 | 15    |
| CHAPITRE III. — De l'acquiescement dans les affaires<br>qui intéressent l'ordre public. . . . . | 25    |
| § 1. — Acquiescement à la demande. . . . .                                                      | 27    |
| § 2. — Acquiescement du défendeur au jugement. . .                                              | 28    |
| § 3. — Acquiescement du demandeur au jugement . .                                               | 53    |
| § 4. — Acquiescement à l'appel du défendeur. . . . .                                            | 61    |
| CHAPITRE IV. — Du désistement dans les affaires qui<br>intéressent l'ordre public . . . . .     | 65    |
| § 1. — Désistement de la demande. . . . .                                                       | 65    |
| § 2. — Désistement de l'appel. . . . .                                                          | 70    |
| § 3. — Désistement de l'opposition. . . . .                                                     | 88    |
| CONCLUSION. . . . .                                                                             | 95    |

Vu :

Le Président de la thèse,  
A. TISSIER.

Vu :

Le Doyen,  
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
*Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,*  
A. CAHEN.









---

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).

---